





S.E.M Paul Biya
Président de la République du
Cameroun



M. Joseph Dion Ngute
Premier Ministre,
Chef du Gouvernement



M. Mounouna Foutsou
Ministre de la Jeunesse et de
l'Education Civique



Mme. Fadimatou Iyawa Ousmanou
Présidente Nationale du Conseil National
de la Jeunesse du Cameroun

➤ **SOMMAIRE**

➤ INTRODUCTION.....	10
➤ CONTEXTE.....	12
➤ ALIGNEMENT AVEC LES POLITIQUES EXISTANTES ET LES CADRES JURIDIQUES.....	17
➤ PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PAN ET MÉTHODOLOGIE ..	21
➤ LE PLAN D'ACTION NATIONAL.....	28
➤ PRINCIPAUX AXES STRATEGIQUES.....	30
➤ CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET IMPACT VOULU.....	31
➤ MÉCANISME DE SUIVI ET D'ÉVALUATION.....	44
➤ CADRE BUDGETAIRE.....	49
➤ CONCLUSION.....	51
➤ ANNEXES.....	52
➤ RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	58



LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

CAJ	Charte Africaine de la Jeunesse	MINDEF	Ministère de la Défense
CLJPS	Comité Local Jeunesse, Paix et Sécurité	MINDDLEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun	MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base
CNJPS	Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité	MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
CNDDR	Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration	MINESSEC	Ministère de l'Enseignement Secondaire
CNPBM	Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme	MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
CNUDHD	Centre des Nations unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie	MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
CPS/UA	Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies	MINREX	Ministère des Relations Extérieures
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées	ODD	Objectifs de Développement Durable
DGSN	Délégation Générale à la Sûreté Nationale	ODJ	Organisation dirigée par les Jeunes
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
GN	Gendarmerie Nationale	OIT	Organisation Internationale du Travail
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	ONU	Organisation des Nations Unies
INS	Institut National de la Statistique	ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'autonomisation des Femmes
JPS	Jeunesse, Paix et Sécurité	OSC	Organisation de la Société Civile
LOYOC	Local Youth Corner Cameroun	PAN	Plan d'Action Nationa
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	PBF	Fonds pour la Consolidation de la Paix
MINAS	Ministère des Affaires Sociales	PNJ	Politique Nationale de la Jeunesse
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale	PTF	Partenaire Technique et Financier
		PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

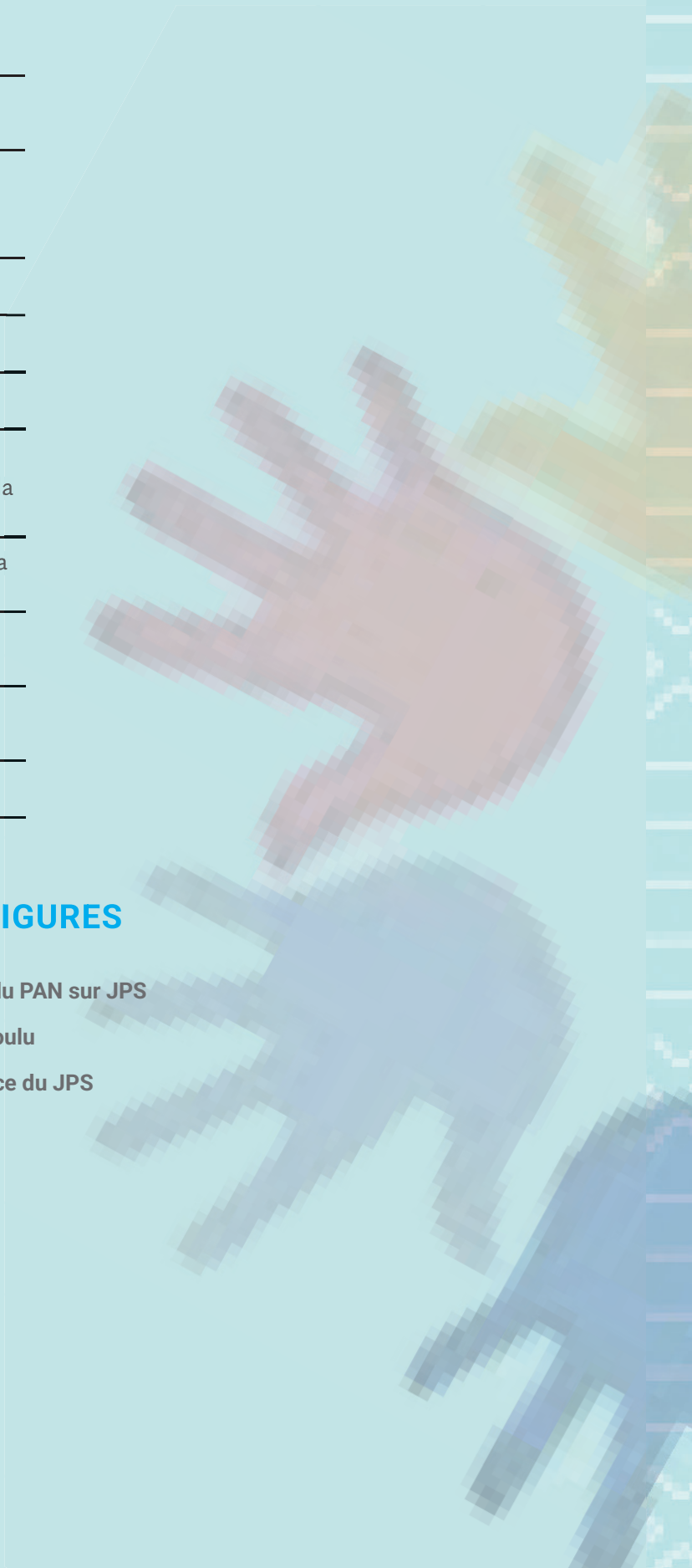
RCSNU	Résolution Conseil de Sécurité des Nations Unies
SND 30	Stratégie Nationale de Développement du Cameroun 2020-2030
SNU	Système des Nations Unies
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOY	United Network of Young Peacebuilders.
VBG	Violence Basées sur le Genre

▶ LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableau 1. Engagement des intervenants à l'égard du PAN sur JPS

Tableau 2. Le cadre de mise en œuvre et l'impact voulu

Figure 1. Structure de coordination et de surveillance du JPS





AVANT-PROPOS

Le Cameroun, terre de diversité, de résilience et de promesses, fait face à des enjeux multiples qui interpellent sa jeunesse, sa paix et sa sécurité. Dans un monde marqué par l'instabilité, les fractures sociales, les bouleversements climatiques, les flux migratoires et les mutations géopolitiques, il devient impératif de donner aux jeunes camerounais les outils, les espaces et les opportunités nécessaires pour devenir non plus de simples bénéficiaires, mais des partenaires clés et des bâtisseurs actifs de la paix durable.

Ce Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité (PAN-JPS) s'inscrit dans cette dynamique ambitieuse et profondément humaniste. Il est le fruit d'une consultation intergénérationnelle, inclusive et participative, inspirée par les actions transformatives des jeunes pour la paix, la ferme volonté du gouvernement camerounais à bâtir un Cameroun où la jeunesse est reconnue comme un atout, et le Cadre Continental de l'Union Africaine pour les jeunes, la Paix et la Sécurité ainsi que la Résolution 2250 (2015) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Cet engagement collectif, porté par les jeunes femmes et les jeunes hommes, des organisations de jeunes, des acteurs communautaires, des institutions publiques, et des partenaires techniques et financiers, incarne l'espoir d'un avenir pacifique, juste et équitable.

Puisse ce document marquer un tournant décisif dans la construction d'une paix positive, inclusive et durable au cœur de notre nation et qu'il soit pour les générations présentes et futures une boussole, un levier d'engagement et un symbole d'une gouvernance fondée sur l'écoute, la confiance et la dignité.



PRÉFACE



MOUNOUNA FOUTSOU

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE

Le Cameroun vient de franchir une étape cruciale de son histoire, en adoptant son tout premier Plan d'Action National « Jeunesse, Paix et Sécurité » (PAN-JPS). Ce plan traduit la volonté manifeste du gouvernement de la République à mettre les jeunes femmes et les jeunes hommes au centre des actions de préservation de la cohésion sociale, la prévention des conflits et la consolidation de la paix durable dans notre pays.

Fruit d'un long processus inclusif, participatif et intergénérationnel mené entre 2017 et 2025 par le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, en collaboration avec la Commission Nationale Jeunesse Paix et Sécurité, le PAN-JPS est l'aboutissement d'une synergie des contributions des milliers de jeunes, d'organisations de la société civile, d'autorités traditionnelles et religieuses, d'institutions publiques et privées ainsi que des partenaires techniques et financiers. Ces contributions ont permis d'élaborer une feuille de route qui reflète à la fois les aspirations de notre jeunesse et les priorités stratégiques de notre Nation.

Le PAN-JPS s'inscrit dans le continuum de la recherche des moyens de préservation et maintien de la paix permanente ayant toujours inspiré la politique pionnière du Président de la République, S.E.M. Paul BIYA, la Vision 2035, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et la Politique Nationale de la Jeunesse. Il prend également son ancrage dans les cadres continentaux et internationaux, notamment les Résolutions 2250 (2015),

2419 (2019) et 2535 (2022) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et le Cadre Continental de l'Union Africaine pour les jeunes, la paix et la sécurité. Ce Plan d'Action illustre également la volonté du Gouvernement d'investir dans le leadership des jeunes, le renforcement de la cohésion nationale et la gouvernance inclusive qui sont le gage d'un Cameroun prospère et émergent.

Face aux défis complexes et multiples auxquels notre pays est confronté en ce moment, à l'instar de l'extrémisme violent, les fractures sociales, les changements climatiques et les transformations numériques, le PAN-JPS se positionne comme un instrument stratégique de transformation de ces menaces en opportunités, pour la jeunesse camerounaise. Il promeut l'émergence d'une jeunesse consciente, résiliente et innovante, en vue de la promotion des valeurs de vivre-ensemble harmonieux, de respect des emblèmes et institutions de la République.

A cet égard, j'invite l'ensemble des structures publiques et privées, des collectivités territoriales décentralisées, des organisations nationales et internationale de jeunesse, des partenaires techniques et financiers, ainsi que chaque citoyenne et chaque citoyen à s'approprier ce plan, à le mettre en œuvre et à en faire un véritable levier de promotion d'un Cameroun pacifique, sûr et inclusif.

Ensemble, faisons de notre jeunesse le fer de lance d'une Nation forte et prospère.

INTRODUCTION

Au Cameroun, comme dans de nombreuses nations, la jeunesse est un enjeu à la fois de développement et de paix. Elle est fréquemment perçue comme la composante la plus sensible et vulnérable du tissu social ^[1]. En ce sens, les politiques publiques tendent à cibler les préoccupations socio-économiques et politique des jeunes, en vue de résoudre les différents problèmes auxquels ils font face.

La population camerounaise est essentiellement jeune. En effet, environ 65% de la population du pays est composée de jeunes femmes et hommes âgés de moins de 35 ans. En raison de leur poids démographique, les jeunes, occupent une place de choix dans le processus de développement durable du Cameroun. Il faut reconnaître que le politique a rapidement compris l'importance des jeunes, traduit entre autres par la création d'un département ministériel en charge des questions des jeunes. La rhétorique officielle témoigne de cette réalité en présentant la jeunesse comme « *le fer de lance de la nation* », « *la garantie la plus sûre pour l'avenir* » ou encore comme « *l'avenir au présent* » ^[2].

Bien que riche au plan culturel et en ressources naturelles, le Cameroun est confronté à des défis majeurs tels que la montée des discours de haine et la xénophobie, à l'extrémisme violent et aux conflits internes. Les jeunes, qui constituent la majorité de la population, sont particulièrement affectés par ces défis. Il s'agit notamment de la montée de l'extrémisme violent (Boko Haram depuis 2014, la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016), les déplacements massifs de population, notamment de jeunes, les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles, les défis économiques et sociaux (chômage, pauvreté, précarité, etc.).

En matière de paix et de sécurité, les jeunes sont souvent perçus comme des acteurs de violence mais également comme des victimes et des artisans essentiels de la paix. Face aux conflits, ils sont fréquemment exposés à la radicalisation qui les pousse à s'engager dans des actes violents. Ces crises ont provoqué la perte de nombreuses vies et le déplacement forcé de nombreux jeunes à l'intérieur du pays ou vers les pays voisins. Cependant, malgré ces défis majeurs, les jeunes camerounais font preuve d'une résilience remarquable et jouent un rôle actif dans la construction d'un Cameroun sûr et pacifique.

Afin de valoriser pleinement la contribution essentielle des jeunes à la paix et à la sécurité, les jeunes camerounais ainsi que le gouvernement se sont associés à la communauté internationale lors de l'élaboration de la Déclaration d'Amman sur la paix et la sécurité en 2015. Cette dynamique internationale s'est poursuivie avec l'adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU de plusieurs Résolutions phare à savoir : la résolution 2250 (2015) relative à la jeunesse, la paix et la sécurité ; la résolution 2419 (2018) sur la jeunesse et les processus de paix ; et la résolution 2535 (2020) mettant l'accent sur la protection des jeunes bâtisseurs de paix. Pour ancrer cette dynamique dans une perspective africaine, les États membres de l'Union Africaine ont élaboré en 2020 un Cadre continental pour les jeunes, la paix et la sécurité, visant ainsi à promouvoir une approche adaptée aux réalités du continent.

Ce Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité du Cameroun constitue un document stratégique qui s'inspire des cadres normatifs, des initiatives communautaire, nationale, régionale et internationale. Il vise à engager activement les jeunes camerounais dans la consolidation de la paix,

[1] Valentin Nga Ndongo, « La jeunesse camerounaise face aux médias, une aventure ambiguë », in Annales de la FSLH, University of Yaoundé, Human Sciences Series, vol 3, No. 1, p.29.

[2] Achille Mbembé, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, l'harmattan, 1985, p.17.

à s'attaquer aux causes profondes de la violence et à leur fournir des plateformes et des opportunités pour une participation active aux processus décisionnels aux niveaux local, national, continental et international. Il faut noter que les objectifs et les activités de ce PAN seront encadrés en fonction des signes vitaux (les thèmes d'impact clés qui aident à façonner le cadre de mise en œuvre du Plan d'Action National), qui serviront d'indicateurs d'impact du PAN. Au cours du processus d'élaboration de ce PAN JPS, cinq signes vitaux de paix ont été recensés. Il s'agit notamment :

- **Du renforcement de l'action des jeunes pour la paix ;**
- **Le renforcement de la confiance institutionnelle et de la légitimité de l'agenda JPS ;**
- **La réduction de la violence et de la criminalité ;**
- **L'amélioration de la confiance mutuelle entre les jeunes ;**
- **Le renforcement de la collaboration entre les jeunes, le gouvernement, les CTDs, les autorités traditionnelles et religieuses et les PTF dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda JPS.**



CONTEXTE

Pour une compréhension approfondie de la participation des jeunes dans les enjeux de paix et de sécurité au Cameroun, il est essentiel de mettre en lumière les perceptions spécifiques des jeunes sur ces concepts ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés.

A. Clarification des termes clés

La jeunesse



La Politique Nationale de la Jeunesse définit les jeunes comme des jeunes femmes et des jeunes hommes âgés de 15 à 35 ans, une tranche d'âge correspondant à la transition entre l'enfance et l'âge adulte, période majeure de formation, d'apprentissage et d'engagement dans la vie active. Cette définition explique pourquoi toutes les initiatives jeunesse ciblent cette tranche d'âge au Cameroun. Les jeunes n'étant pas un groupe homogène, le présent Plan vise les jeunes hommes, les jeunes femmes, les jeunes vivant avec un handicap, les déplacés internes, les jeunes réfugiés vivant au Cameroun, les migrants de retour, les jeunes de la diaspora, les jeunes ex associés des groupes armés, les jeunes vivant dans les zones de conflits et les jeunes autochtones

La paix



La notion de paix ne renvoie pas seulement à l'absence de guerre comme ont tendance à le préconiser la plupart des approches militaristes. Elle repose sur l'existence de mécanismes favorisant la justice sociale, l'équité et la cohésion^[3]. Lors des consultations nationales sur la jeunesse, la paix et la sécurité, les jeunes ont décrit la paix comme la présence d'une cohésion sociale et du vivre-ensemble. Ils ont perçu la paix comme l'ensemble des efforts visant à résoudre les causes profondes de la violence, de la criminalité et des conflits, ainsi qu'à renforcer la cohésion sociale tant au niveau communautaire que national. Pour eux, la paix constitue le levier principal qui leur permettra de réaliser toutes leurs aspirations dans une existence paisible et sécurisée, permettant de se projeter dans l'avenir avec grande confiance.

La sécurité



Le concept de sécurité appelle une déclinaison sémantique plurielle. Parmi les nombreuses interprétations, on trouve l'idée d'absence de conflits armés, la défense des intérêts nationaux, la sauvegarde de principes fondamentaux, la capacité de survie, la résistance à l'agression, la résilience face aux violences et injustices, l'amélioration des conditions de vie, ainsi que le renforcement ou l'affaiblissement des structures de défense des États. D'autres aspects incluent l'éloignement des menaces, l'expression d'un discours et l'émancipation individuelle^[4].

Lors des consultations dans le cadre du processus d'élaboration de ce PAN, les jeunes ont également souligné que la sécurité est un processus inclusif, impliquant tant des actions civiles que militaires. Ils se considèrent comme des acteurs essentiels pour promouvoir la sécurité, non par des moyens militaires, mais par des actions communautaires civiles. En ce qui concerne les problématiques sécuritaires au Cameroun, elles couvrent un large spectre, allant des violences communautaires, de la toxicomanie, des attaques sur les axes routiers, du phénomène des « microbes »^[5], de la piraterie maritime, à l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad, ainsi que la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, sans oublier l'insécurité dans les zones frontalières avec la République centrafricaine. Parmi les différentes formes de sécurité évoquées par les jeunes, notamment la sécurité physique, économique et sociale^[6], figure également la sécurité culturelle. Celle-ci vise à assurer à chaque peuple et à chaque civilisation la reconnaissance et le respect de son identité culturelle par les autres groupes humains, dans une perspective de coexistence harmonieuse et de préservation des divers héritages culturels.

[3] Johan Galtung, « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*, vol.6, No. 3, 1969.

[4] Charles-Philippe David, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences po, 2000, p.31.

[5] Johan Galtung, « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*, vol.6, No. 3, 1969.

B. Les défis auxquels sont confrontés les jeunes

Au cours des consultations dans le cadre de ce processus, il a été donné de constater que les jeunes au Cameroun sont confrontés à plusieurs problèmes qui justifient amplement la nécessité d'un Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité. Sans être exhaustif, bien qu'il existe plusieurs défis et difficultés auxquels sont confrontés les jeunes (voir annexe 2), ci-dessous les principaux :

Le chômage et la précarité économique



Le taux de chômage reste élevé parmi les jeunes au Cameroun pour diverses raisons ; entre autres une inadéquation évidente entre la formation scolaire et universitaire reçue d'une part, et les exigences du marché de l'emploi d'autre part. Les jeunes formés ne possèdent donc pas, pour la plupart, les connaissances requises pour satisfaire le marché de l'emploi. Sans aucun doute, la question du chômage des jeunes est une préoccupation fondamentale dans les processus de développement au Cameroun^[7]. Lors des consultations, les jeunes étaient unanimes : « *s'il y a bien un phénomène social qui prend des proportions inquiétantes dans la société camerounaise contemporaine, c'est bien celui du chômage* ». Les jeunes ont besoin de plus d'opportunités et de l'accompagnement sans faille des pouvoirs publics. Malgré les initiatives pertinentes visant à faciliter l'employabilité des jeunes camerounais, le taux de chômage des jeunes de moins de 35ans selon le Bureau International du Travail (BIT) reste élevé (10,4%), soit 13,8 % chez les filles et 8,1% chez les garçons. Lors de la révision de la Politique Nationale de la Jeunesse en 2024, près de 80% des jeunes consultés ont identifié l'accès à l'emploi comme le principal défi à leur épanouissement personnel et à leur inclusion socio-économique.

La violence et l'insécurité



Les jeunes camerounais, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et Sud-Ouest, sont confrontés à une exposition accrue à la violence et à l'insécurité en raison des conflits armés liés respectivement à l'insurrection de Boko Haram et à la crise anglophone. Ces contextes fragiles favorisent la radicalisation, les déplacements forcés ainsi que les traumatismes profonds au sein des communautés. Par ailleurs, le phénomène des enlèvements connaît une progression préoccupante, comme en témoignent de nombreux jeunes, qui y voient une conséquence directe de la pauvreté structurelle et du chômage endémique.

En outre, la violence basée sur le genre (VBG) est une dimension clé des défis sécuritaires affectant particulièrement les jeunes filles et femmes. La crise sécuritaire a amplifié ces violences, avec des cas accrus de violences physiques, sexuelles, mariages forcés et violences psychologiques. La violence basée sur le genre est souvent enracinée dans des normes sociales patriarcales, renforcée par l'impunité. Par ailleurs, Les perturbations liées aux conflits diminuent l'accès aux services essentiels (soins de santé, soutien psychologique), ce qui aggrave la situation des survivantes. Aussi, les groupes armés utilisent le viol des femmes comme un moyen de radicalisation et de recrutement de celles-ci dans leurs groupes. En milieu scolaire, les jeunes filles sont particulièrement vulnérables, subissant violences sexuelles et psychologiques^[8], tandis que les garçons sont davantage exposés aux violences physiques légitimées par des stéréotypes masculins. L'ignorance des dispositions légales par la plupart des jeunes les expose davantage à ces types de violence.

[6] Charles-Philippe David, La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie, Paris, Presses de Sciences po, 2000, p.31.

[7] Gang of youths equipped with bladed weapons who perpetrate attacks and violence in neighbourhood of mayor cities notably Douala and Yaounde

[8] Barry Buzan, People, States and fear. An agenda for international security studies in the post- cold war era, boulder (Colorado), Lynne Rienner, 2e éd. 1991, pp. 16-17.

L'accès limité à l'éducation



Bien que l'éducation soit un droit fondamental, un grand nombre de jeunes restent exclus d'une éducation de qualité, phénomène aggravé par les conflits, la pauvreté, et des infrastructures scolaires insuffisantes ou délabrées. Dans les zones affectées par les conflits, l'accès à l'éducation est fortement menacé par les groupes armés qui attaquent les écoles et interdisent l'accès à celles-ci. Selon les chiffres de l'UNICEF, plus d'1,5 million de jeunes en âge scolaire sont dans le besoin d'une assistance scolaire dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Extrême Nord, et l'Ouest, le Littoral, à cause des crises. Par ailleurs, certaines croyances socioculturelles limitent particulièrement l'accès des filles à l'école, certains parents estimant préférable qu'elles restent à la maison pour les tâches domestiques ou la préparation au mariage.

Cette exclusion éducative crée un cercle vicieux. Les jeunes sans accès à une éducation appropriée manquent d'informations essentielles sur la paix, la sécurité et leurs droits, ce qui les rend vulnérables à la radicalisation ou à des activités illégales. De plus, les opportunités d'emploi et d'autonomisation personnelle sont restreintes, alimentant marginalisation et exclusion sociale. Ces inégalités encouragent souvent la migration interne ou vers d'autres pays, où les jeunes cherchent de meilleures conditions éducatives et de vie, mais se confrontent à de nouveaux défis d'intégration et d'accès aux services.

Les problèmes migratoires



Les jeunes camerounais sont aujourd'hui confrontés à une réalité migratoire complexe, largement alimentée par les conflits violents, les défis socio-économiques et les catastrophes naturelles. En 2024, on estimait à environ 2 millions le nombre de personnes déplacées de force au Cameroun, dont plus d'un million de déplacés internes (PDI), 460 000 réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi qu'environ 658 000 rapatriés. Ces chiffres, fournis par le HCR et l'OIM, soulignent l'ampleur des déplacements et la pression sur les communautés d'accueil.

Les conflits dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, combinés à la persistance des violences liées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord, ont gravement perturbé les systèmes éducatif et sanitaire, tout en réduisant les opportunités économiques. Cette situation a exacerbé le chômage des jeunes, affaibli la confiance envers les institutions, et a poussé nombre d'entre eux à envisager la migration irrégulière ou le déplacement vers d'autres communautés pour des raisons de sécurité. La majorité des personnes déplacées sont des enfants, des jeunes femmes et des jeunes hommes, ce qui signifie que le fardeau de la violence et du déplacement pèse de manière disproportionnée sur les jeunes, menaçant à la fois leur sécurité et leur avenir.

Par ailleurs, selon les chiffres fournis par le HCR et l'OIM, le Cameroun accueille environ 126 000 Nigériens et plus de 355 000 ressortissants de la République centrafricaine, dont plus de 37 % sont des jeunes. Ces jeunes déplacés sont souvent confrontés à des défis supplémentaires lorsqu'ils tentent de s'intégrer dans les communautés hôtes à savoir : la discrimination, l'accès limité aux opportunités et aux services de base. Ces tensions mettent à mal la cohésion sociale entre déplacés et populations locales, rendant la construction de la paix et la coexistence pacifique particulièrement ardues.

Sans paix durable, sans respect des droits fondamentaux, et sans perspectives d'éducation et de moyens de subsistance, la migration risque de ne plus être un choix, mais une nécessité de survie.

La discrimination et les inégalités



L'exclusion persistante des jeunes de la vie politique, des processus de consolidation de la paix et de la sphère socio-économique constitue un défi majeur pour la stabilité et le développement du Cameroun. Alors même que près de 60 % de la population camerounaise est âgée de moins de 35 ans, les jeunes demeurent largement sous-représentés dans les instances décisionnelles : moins de 2 % des sièges parlementaires et à peine 3 % des postes de maires sont occupés par des individus de cette tranche d'âge.

Cette marginalisation est aggravée par des inégalités socio-économiques profondes, notamment le chômage et le sous-emploi des jeunes, particulièrement marqués en zones rurales et dans les régions affectées par les conflits. Les jeunes femmes subissent une exclusion encore plus prononcée, en raison de mentalités patriarcales persistantes dans certaines localités, ce qui freine leur accès effectif aux espaces civiques et économiques. De même, les jeunes en situation de handicap ainsi que les groupes autochtones font face à des discriminations multiples, limitant leur accès aux opportunités et à la reconnaissance sociale.

Ces disparités en matière d'accès, de représentation et d'opportunités affaiblissent la cohésion sociale, érodent la confiance envers les institutions, alimentent la frustration et augmentent les risques de violences politiques, de radicalisation et de recrutement dans des groupes armés.

Dès lors, aborder les enjeux de paix et de sécurité au Cameroun exige bien plus que la résolution des conflits : cela implique de s'attaquer aux inégalités structurelles et de créer des mécanismes inclusifs permettant une participation effective des jeunes à la gouvernance, à la réconciliation et au développement durable.

La consommation des drogues et des stupéfiants



La consommation de drogues et de substances psychoactives chez les jeunes hommes et femmes au Cameroun représente une menace croissante pour la paix et la sécurité nationales. Elle fragilise les bases de la stabilité sociale et constitue de plus en plus un vecteur de radicalisation ainsi qu'un levier utilisé pour le recrutement dans des dynamiques violentes, notamment en contexte de crise. Ce phénomène, en constante progression, alimente les vulnérabilités des jeunes, compromet leur avenir et accentue les risques de délitement du tissu social, particulièrement dans les zones exposées à l'insécurité.

En contexte camerounais, les données disponibles indiquent que les prévalences annuelles sont respectivement de 72,4% pour le tabac et le cannabis fumé, 79,3% pour les boissons alcoolisées et 50,5% pour le tramadol^[9]. Dans les régions touchées par les conflits, les taux de consommation d'alcool, de tabac, de tramadol, de marijuana et d'autres drogues dures connaissent une recrudescence inquiétante. Une étude menée à Buea a révélé que 15,3 % des élèves du secondaire déclaraient faire un usage non médical de médicaments prescrits, en particulier le tramadol, les stimulants et les somnifères, avec un début de consommation situé majoritairement entre 15 et 17 ans^[10].

Ce phénomène est étroitement associé à la montée des comportements violents, à la délinquance juvénile ainsi qu'à une dégradation de la santé mentale chez les jeunes. Pour beaucoup, la consommation de drogues s'impose comme un mécanisme de survie face à l'insécurité persistante : elle permet d'anesthésier les traumatismes, de s'armer psychologiquement pour commettre des actes violents, mais alimente également une méfiance croissante à l'égard des institutions publiques.

[9] [secteursante.com: cameroun-41-des-consommateurs-de-drogues-en-2023-sont-des-handicapees-trop-c-est-trop-le-ministre-de-la-sante-prend-des-mesures-fortes](https://secteursante.com/cameroun-41-des-consommateurs-de-drogues-en-2023-sont-des-handicapees-trop-c-est-trop-le-ministre-de-la-sante-prend-des-mesures-fortes)

[10] [Nkouonlack, C., Shifu, I.N., Atchou, J.G.B. et al. Prevalence and associated factors of non-medical use of prescription drugs among adolescents in secondary schools in Buea, Cameroon: a cross-sectional study. BMC Psychiatry 23, 695 \(2023\).](https://doi.org/10.1186/s12874-023-01695-9)

Les répercussions de cette dynamique sont profondément alarmantes: elles se traduisent par une recrudescence de la violence en milieu scolaire, un affaiblissement de la cohésion communautaire, et une aggravation de la vulnérabilité des zones déjà fragilisées. Face à cette menace, aux multiples dimensions, il devient urgent pour le Cameroun de renforcer ses politiques publiques et ses programmes d'intervention. Il ne s'agit pas seulement de prévenir et de sanctionner, mais surtout de s'attaquer aux causes structurelles de la toxicomanie, telles que les traumatismes non pris en charge, l'exclusion sociale et l'absence de perspectives économiques. Un accès élargi et adapté aux services de réhabilitation s'impose également comme un levier clé pour offrir aux jeunes des alternatives viables à l'autodestruction.

Les discours de haine et l'incivisme numérique



Le Cameroun fait face à une montée préoccupante des discours de haine, exacerbée par les tensions ethniques, politiques et sociales. Les jeunes camerounais sont de plus en plus exposés à des risques majeurs liés aux discours de haine, à la désinformation, au cyberharcèlement et à d'autres formes de violence numérique, compromettant ainsi la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Ces discours, largement véhiculés en ligne à travers les réseaux sociaux et dans les espaces communautaires, alimentent la division, la méfiance, la haine, la violence entre groupes ethniques, entre élèves, enseignants, et communautés. Les jeunes sont à la fois vecteurs et victimes de ces discours, qui fragilisent la cohésion sociale, le vivre-ensemble, et la paix durable. Les jeunes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont indiqué que les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, Telegram et WhatsApp servaient à la fois de plateformes d'information et de désinformation. Dans de nombreux cas, des rapports non vérifiés et des images falsifiées de meurtres et d'abus y circulaient rapidement, exacerbant les griefs, incitant à des représailles et sapant les initiatives locales de réconciliation. Dans certaines contrées du pays, depuis 2022, les discours de haine ont conduit aux affrontements ouverts entre groupes ethniques.

L'usage abusif d'outils numériques a également des effets néfastes sur les efforts de paix. De plus en plus, l'espace numérique rend propice la propagation de la désinformation, la mésinformation, le harcèlement, la cybercriminalité. En 2023, l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC) a relevé que les jeunes représentaient une part importante des plus de 12 000 cas de cybercriminalité signalés (fraudes en ligne, escroqueries de type « 419 », vols d'identité et piratages informatiques). Ces infractions ont contribué à affaiblir la confiance des citoyens envers les plateformes numériques utilisées pour l'engagement civique et les activités commerciales, propageant la peur et exacerbant les tensions dans un contexte sécuritaire déjà fragile.



Campagne numérique contre les discours de haine par UN Cameroun et le MINJEC © UNFPA Cameroun 2025

Bien que l'Etat du Cameroun soit résolu à lutter contre les discours de haine et l'incivisme numérique à travers entre autres, l'adoption de la loi No 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité, des efforts considérables restent à mener pour intensifier les actions de lutte contre les discours haine sur le terrain et en ligne.

ALIGNEMENT AVEC LES POLITIQUES EXISTANTES ET LES CADRES JURIDIQUES

Le Plan d'Action National sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité s'aligne avec les politiques et les cadres juridiques existants.

A. Les politiques nationales



La vision 2035 du Cameroun

La Vision 2035 du Cameroun, qui vise à transformer le pays en une économie émergente caractérisée par une croissance durable, une équité sociale et une bonne gouvernance, met un accent particulier sur la jeunesse comme acteur central du développement national. Elle souligne l'importance de fournir aux jeunes une éducation de qualité, une formation professionnelle et des opportunités d'emploi afin de mobiliser leur potentiel comme moteurs d'innovation et de changement social. Parallèlement, cette vision considère la paix et la stabilité comme des conditions indispensables à la transformation économique, reconnaissant que les aspirations des jeunes ne peuvent être atteintes sans un environnement exempt de violence, d'insécurité et de fragmentation sociale. Elle prévoit ainsi un renforcement des investissements en matière de construction de la paix, d'engagement civique et de gouvernance inclusive, créant des espaces pour que les jeunes contribuent à la prévention des conflits, à l'unité nationale et à la consolidation d'une culture de paix durable, fondement du développement à long terme du Cameroun.

La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30)

La Stratégie Nationale de Développement du Cameroun (SND30) établit que le développement durable et paix sont intrinsèquement liés, plaçant les jeunes au centre de la transformation nationale. Avec plus de 60% de la population âgée de moins de 35 ans, elle identifie les jeunes femmes et hommes comme un moteur essentiel de la croissance économique, de l'innovation et de la cohésion sociale. La stratégie appelle à accroître les investissements dans l'éducation, le développement des compétences et l'entrepreneuriat afin de tirer parti du dividende démographique, tout en promouvant la participation citoyenne et la résilience face à la violence, à la radicalisation et à l'exclusion. En intégrant la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans ses piliers, la SND30 met en avant l'importance d'autonomiser les jeunes femmes et hommes comme acteurs de paix, pour que leurs aspirations et leur énergie contribuent à bâtir un Cameroun plus inclusif, stable et prospère.





La Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ)

La première Politique Nationale de la Jeunesse du Cameroun (2006) a présenté les jeunes comme des acteurs essentiels de la construction nationale et de la cohésion sociale, en lien étroit avec leur participation à la consolidation de la paix. Elle mettait l'accent sur l'éducation civique, le volontariat et le développement du leadership comme des outils pour renforcer les valeurs démocratiques et la coexistence pacifique. En encourageant l'implication des jeunes dans la gouvernance locale et les initiatives de développement communautaire, cette politique visait à réduire la marginalisation, considérée comme un facteur clé de conflit. Elle promouvait également des partenariats entre le gouvernement, la société civile et les organisations internationales afin de soutenir les initiatives de paix portées par les jeunes. Son accent mis sur la formation, le dialogue et l'entrepreneuriat offrait aux jeunes des moyens d'exprimer leurs revendications de manière non violente. Globalement, cette politique a jeté les bases de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, qui sera ensuite renforcé par des cadres mondiaux comme la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les institutions nationales : le CNJC

Le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun, créé en 2009, a pour mission de servir de plateforme fédératrice des associations et mouvements de jeunesse, en vue de promouvoir le leadership juvénile dans le développement de la nation. Il constitue une plateforme unie permettant aux jeunes de s'engager dans la vie socio-économique et politique du pays. L'un de ses principaux engagements dès sa création est la sensibilisation des jeunes à la construction d'un Cameroun pacifique. En outre, le CNJC sert de plateforme d'échange, de concertation et de dialogue aux fins de promouvoir la participation des jeunes à la construction d'un Cameroun Uni et prospère. Enfin, il sert d'interface entre les pouvoirs publics, les partenaires au développement et les jeunes.





B. Les cadres continentaux africains

Adoptée par l'Union Africaine, cette charte engage les États membres à promouvoir les droits des jeunes, leur participation active au développement et leur accès aux services essentiels.



La Charte africaine de la jeunesse (2006)

Adoptée par l'Union Africaine, cette charte engage les États membres à promouvoir les droits des jeunes, leur participation active au développement et leur accès aux services essentiels.

Le Cadre continental de l'Union Africaine pour les jeunes, la paix et la sécurité

Le Cadre Continental de l'Union Africaine pour les jeunes, la Paix et la Sécurité constitue une feuille de route pour la contextualisation de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité en Afrique, reconnaissant les jeunes comme des acteurs clés de la construction de la paix. Il promeut l'institutionnalisation de leur participation à la prévention des conflits, la médiation et la reconstruction post-conflit. Ce cadre met l'accent sur cinq piliers essentiels à savoir : protection ; prévention ; participation ; partenariats et coordination ; désengagement et réintégration. Il encourage aussi les États membres à élaborer des Plans d'Action Nationaux et à investir dans des initiatives dirigées par les jeunes visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable sur le continent.



L'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA)

L'APSA est un ensemble de mécanismes de l'Union africaine visant à prévenir, gérer et résoudre les conflits. Elle comprend le Conseil de paix et de sécurité, le Système continental d'alerte rapide, la Force africaine en attente, le Fonds pour la paix et le Panel des sages. APSA place les jeunes au cœur de ces dynamiques.

L'Agenda 2063 de l'Union Africaine

Cet agenda stratégique envisage une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses citoyens, notamment les jeunes. Il met l'accent sur l'autonomisation des jeunes et leur rôle dans la transformation du continent.



La Convention de Kinshasa (2010)

Cette convention régionale vise à prévenir et à éliminer le commerce illicite des armes légères en Afrique centrale, contribuant ainsi à la sécurité des jeunes et des communautés.



La Convention de Malabo (2014)

Elle établit un cadre pour la cybersécurité et la protection des données personnelles en Afrique, protégeant les jeunes dans l'espace numérique et promouvant un environnement sûr pour leur développement.



La Déclaration de Bujumbura (2022)

Cette Déclaration appelle à la mise en place de Plans d'action nationaux jeunesse, paix et sécurité, alignés sur le cadre continental de l'Union Africaine, afin d'institutionnaliser la participation significative des jeunes dans tous les aspects de la consolidation de la paix.

C. Les Cadres internationaux



La Résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité des Nations Unies

Cette résolution historique reconnaît le rôle essentiel des jeunes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction post-conflit. Elle repose sur cinq piliers : participation, protection, prévention, partenariat et désengagement/réinsertion.



Les Résolutions 2419 (2018) et 2535 (2020)

Elles renforcent la Résolution 2250 en appelant à une inclusion accrue des jeunes dans les processus de paix et en soulignant la nécessité de mettre en œuvre des plans d'action nationaux sur la jeunesse, la paix et la sécurité.



Les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Les ODD, notamment les objectifs 4 (éducation de qualité), 5 (égalité des sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités) et 16 (paix, justice et institutions efficaces), fournissent un cadre global pour l'autonomisation des jeunes et la promotion de sociétés pacifiques.

LE PACTE POUR L'AVENIR

Ce Pacte, adopté lors du Sommet de l'Avenir des Nations Unies en septembre 2024, constitue une feuille de route ambitieuse visant à réformer la gouvernance mondiale et à répondre aux défis contemporains. Ce pacte s'articule autour de plusieurs axes majeurs, notamment la paix, la sécurité, le développement durable, la justice sociale et la transformation numérique. Un engagement inédit du pacte est d'écouter les jeunes et de les faire participer à la prise de décision, aux niveaux national et mondial. Il s'accompagne de la déclaration sur les générations futures, qui exhorte les gouvernements à prendre

en compte les impacts à long terme de leurs décisions sur les générations à venir.

Toutes ces politiques et cadres juridiques, bien que nécessaires et importants, ne répondent pas pleinement aux problèmes des jeunes en raison des ressources financières insuffisantes. Autrement dit, bien que beaucoup soit déjà fait par les pouvoirs publics et les partenaires au développement, les jeunes restent toujours confrontés à plusieurs types de défis qui fluctuent au gré des contextes qui, eux-mêmes, changent selon les époques.

➤ PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PAN ET MÉTHODOLOGIE

L'engagement du Cameroun à renforcer la participation des jeunes dans la consolidation de la paix remonte à sa Politique Nationale de la Jeunesse de 2006, qui reconnaissait ceux-ci comme des acteurs clés dans le renforcement des valeurs démocratiques et la promotion de la coexistence pacifique. Cet engagement a été davantage consolidé à la suite de la participation du gouvernement camerounais et de représentants de la jeunesse au Forum mondial de la jeunesse sur la paix et la sécurité en 2015. De plus, l'implication active des jeunes camerounais au sein du Réseau des jeunes constructeurs de paix « United Network of Young Peacebuilders » (UNOY), qui a plaidé pour l'adoption et la mise en œuvre de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU 2250), a souligné la détermination du pays à faire progresser l'agenda « Jeunesse, Paix et Sécurité » (JPS). Depuis l'adoption de la RCSNU 2250 en 2015, les jeunes Camerounais, les partenaires au développement et le gouvernement ont lancé de nombreuses initiatives pour contextualiser les cadres normatifs internationaux et répondre à l'appel de l'Union Africaine et des Nations Unies en faveur de l'élaboration d'une stratégie nationale visant à promouvoir la participation significative des jeunes à la paix et à la sécurité.

Dans cette partie, il s'agit de s'intéresser au processus de développement du PAN et à la méthodologie adoptée.

Historique du PAN du Cameroun sur JPS



Loyoc a organisé une conférence avec les jeunes pour les sensibiliser et les informer sur la résolution et ses implications pour les jeunes en tant qu'artisans de la paix. © LoYoc 2017

Inspiré par la participation des jeunes camerounais et du gouvernement à l'élaboration des cadres normatifs mondiaux sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (JPS), le processus du Cameroun vers l'élaboration d'un Plan d'Action National (PAN) sur la JPS a débuté à la suite d'un appel pressant lancé par les jeunes camerounais lors de la célébration du deuxième anniversaire de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies à Yaoundé, en 2017^[11]. Cet appel a exhorté à l'élaboration d'une stratégie nationale visant à faire progresser les objectifs de la résolution.

En réponse, un renforcement des capacités sur la mise en œuvre de la Résolution 2250 du CSNU, financée par le Haut-Commissariat Britannique au Cameroun, a été organisé au profit de 30 représentants d'Organisations de la Société Civile jeunes venus de tout le pays^[12].

[11] [Facebook.com/LoYoc](https://www.facebook.com/LoYoc)

[12] [Facebook.com/LoYoc](https://www.facebook.com/LoYoc)

Cette formation a conduit à la création d'une coalition pilote de jeunes sur la JPS, chargée de plaider pour la contextualisation de la résolution au Cameroun.

À la suite de l'adoption de la Résolution 2419 (2018) sur la jeunesse et les processus de paix, le Cameroun a accueilli, en novembre 2019, un Symposium national sur la jeunesse et les processus de paix. L'événement a mobilisé plus de 600 jeunes de toutes les régions et a rassemblé des représentants du gouvernement, des missions diplomatiques, des agences des Nations Unies, des ONG internationales et des organisations de jeunesse pour réfléchir à la mise en œuvre de l'agenda JPS. Il a également conduit à la création du Réseau des Médiateurs Jeunes du Cameroun afin de promouvoir la contextualisation de la Résolution 2419^[13].

Dans le contexte du retour progressif à la normale consécutif à la pandémie de COVID-19, le Cameroun a organisé, en novembre 2021, un symposium national d'envergure, visant à contextualiser le Cadre continental de l'Union Africaine relatif à la jeunesse, à la Paix et la Sécurité (JPS). Cette initiative a marqué la toute première consultation nationale dédiée à la mise en œuvre effective de cet agenda stratégique sur le territoire camerounais. Ce processus conduit par Local Youth Corner Cameroon (LOYOC), sous la présidence du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC), et soutenu par l'UNFPA Cameroun, l'Union Africaine et le Haut-Commissariat du Canada a recueilli les perspectives de 500 participants (34,5 % de filles, 58,6 % de garçons et 6,9 % d'adultes) dans les dix régions du pays^[14]. Avec l'appui de l'UNOY en 2022, des associations de jeunesse œuvrant pour la paix au Cameroun ont réalisé une étude de référence sur la mise en œuvre de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité au Cameroun. L'étude a recueilli des données auprès de 28 organisations de la société civile (OSC) et de 108 ménages (75 femmes et 52 hommes) provenant des quatre zones géographiques du pays. Cette étude a révélé que 92,9 % des organisations travaillent sur le pilier de la participation, 78,6 % sur les partenariats, 75 % sur la prévention, 57,1 % sur la protection, et 50 % sur certains aspects du désengagement et de la réintégration^[15].

Pour renforcer les capacités et approfondir les connaissances sur les processus mondiaux de développement des PAN JPS, le Cameroun a rejoint en 2022 la Communauté de pratique de la Coalition mondiale sur la JPS. Cette implication a inspiré l'intégration des initiatives JPS dans le Programme Youth Connekt Cameroon, grâce à laquelle plus de 1 715 jeunes ont été consultés et formés en tant qu'ambassadeurs de la paix et champions de la JPS. La participation à cette Communauté de pratique a également motivé le MINJEC à créer, en juillet 2023, la Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité (CNJPS), chargée de coordonner les efforts du gouvernement, de la jeunesse, de la société civile et des partenaires techniques et financiers en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale.

Pour garantir une appropriation nationale, cette commission a mobilisé divers ministères, institutions publiques, agences des Nations Unies, ONG internationales, missions diplomatiques, mouvements de jeunesse, OSC, organisations confessionnelles et traditionnelles, ainsi que d'autres acteurs du développement au Cameroun.



La même année, le MINJEC a soutenu le projet YOUNG Cameroon, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Search for Common Ground et LOYOC. Ce projet visait à vulgariser l'agenda JPS, renforcer les capacités de 50 organisations

[13] [Facebook.com/LoYoc](https://www.facebook.com/LoYoc)

[14] Local Youth Corner Cameroon, « Nation-wide Consultation and Restitution on the AU Continental Framework on Youth Peace and Security », 2021.

[15] UNOY Peacebuilders and Mother of Hope Cameroon, « Baseline Study on the Implementation of the Youth, Peace and Security Agenda in Cameroon », 2022.

dirigées par des jeunes, créer un Réseau des organisations de consolidation de la paix dirigées par des jeunes et un Centre de ressources JPS, développer un plan de mise en œuvre national pour le PAN JPS, et consulter 500 jeunes dans les dix régions sur leurs priorités pour le PAN du Cameroun.



Forum Jeunesse, Paix et Sécurité organisé par l'UNFPA Cameroun, la LoYoc et le MINJEC. © Cameroon Tribune 2023

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de Jeunesse en 2023, UNFPA Cameroun et Plan International ont organisé, du 7 au 8 février, un atelier de renforcement des capacités à l'intention des jeunes leaders, suivi d'un dialogue intergénérationnel sur l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS). Présidée par le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique, cette rencontre a réuni une centaine de représentants de mouvements de jeunesse, ainsi que des représentants de ministères, du Parlement et d'autres institutions nationales. En octobre de la même année, le gouvernement du Cameroun a accueilli à Yaoundé un atelier régional de formation de formateurs sur les cadres nationaux JPS, réunissant 40 jeunes, des représentants ministériels et des agences des

Nations Unies avec l'appui du Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour réfléchir à la mise en œuvre des PAN JPS^[16].

Cet atelier a abouti à la validation d'une feuille de route nationale pour le développement du PAN JPS. Afin d'avancer au-delà du plan d'action, des réunions de plaidoyer et des sessions de renforcement des capacités, soutenues par la GIZ, ont été organisées avec 15 parlementaires du Réseau de Plaidoyer des Jeunes, renforçant leur compréhension de l'agenda JPS et soulignant la nécessité d'une loi pour soutenir le PAN. De même, à l'invitation de la Commission nationale sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité, ACCORD et la GIZ-UA ont organisé un atelier national de sensibilisation des jeunes sur l'élaboration d'un Plan d'Action National relatif à l'agenda JPS. Cette initiative a permis de renforcer les capacités de 20 jeunes issus des 10 régions du pays sur les enjeux liés à la jeunesse, à la paix et à la sécurité, tout en mettant en valeur leur participation active et significative dans le processus d'élaboration des PAN à l'échelle nationale^[17].

[16] Cameroon Tribune, « West, Central Africa Youth Develop Peace, Security Action Plan », Octobre 2023.

[17] Adam Randerer « ACCORD partners with young people in Cameroon to promote the development of a youth, peace and security national action plan ». Novembre 2023



Crédit photo : Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique du Cameroun

L'année 2024 a vu s'accélérer la dynamique avec le recrutement des consultants et la mise en place d'un comité technique d'experts au sein de la Commission nationale JPS pour compiler les données existantes, recueillir de nouvelles perspectives et rédiger le PAN. Une particularité de ce processus réside dans son approche intergénérationnelle : un consultant principal (adulte) a travaillé aux côtés de deux jeunes consultants (un jeune homme et une jeune femme) et du comité d'experts (composé en majorité de jeunes) afin de garantir l'inclusivité et le transfert de connaissances.

Pour présenter les premières conclusions, collecter d'autres avis et vulgariser le processus de développement du PAN, un Colloque National sur la JPS a été organisé au Cameroun, par Local Youth Corner Cameroon, en collaboration avec Search for Common Ground et le CNJC, avec le soutien de l'Union Européenne au Cameroun, de l'UNFPA Cameroun et du MINJEC^[18]. Il a rassemblé plus de 700 participants venus de tout le pays. Ce colloque visait à finaliser et à mettre en œuvre le rapport de démarrage du Plan d'Action National et a regroupé des responsables du MINJEC, l'équipe des consultants, des membres de la CNJPS et du CNJC, le groupe d'experts techniques, des représentants d'OSC, des groupes de jeunes et des partenaires techniques et financiers.

Pour valider les données collectées depuis 2017, une consultation nationale finale a été organisée, mobilisant 200 jeunes et adultes des principales aires culturelles du Cameroun : Sawa, Grassfield, Fang-Beti et Soudano-Sahélienne en décembre 2024, financée par UNFPA. Cette étape a été suivie de trois réunions techniques de révision et d'un atelier de validation en mai 2025 pour finaliser le PAN sous la coordination du Conseil National de la Jeunesse, la supervision du MINJEC avec l'appui de l'UNESCO et de ONUFEMMES, dans le cadre du projet « Appui à la mise en œuvre du programme national d'éducation civique pour le renforcement de la paix, la cohabitation pacifique et le vivre ensemble dans les communautés affectées par les crises au Cameroun », financé par le Fonds pour la consolidation de la paix.

Au total, environ 4 570 jeunes, adultes et membres des communautés ont été consultés et formés tout au long du processus de développement de ce Plan d'Action National entre 2017 et 2025.

[18] [News Watch Cameroon, at Yaoundé Colloquium: SFCG Cameroon, LOYOC rally stakeholders to advance youth, peace and security scheme. Novembre 2024.](#)

Ce parcours, inspiré par les communautés, dirigé par les jeunes et soutenu par des partenaires internationaux ainsi que le gouvernement, illustre l'approche inclusive et collaborative du Cameroun pour faire progresser l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité.

Tableau 1. Engagement des intervenants à l'égard du PAN sur JPS

→ **Résumé des Activités Clés – Élaboration du PAN du Cameroun sur JPS**

Date/ Année	Activité/Événement	Principaux Résultats/Actions	Participants Atteints
2017	2e Anniversaire de la RCSNU 2250 à Yaoundé	Appel des jeunes Camerounais au développement d'une stratégie nationale sur la JPS	N/A
2017	Formation de renforcement des capacités sur la RCSNU 2250	Création d'une coalition pilote de la jeunesse sur la JPS	30 représentants OSC jeunesse
2019	Symposium National sur la Jeunesse et les Processus de Paix	Réflexion sur l'agenda JPS, création du Réseau des Médiateurs Jeunes du Cameroun	600+ jeunes
2021	Symposium de contextualisation du Cadre Continental de l'UA sur la JPS	Première consultation nationale sur la mise en œuvre de JPS	500 (34,5 % filles, 58,6 % garçons, 6,9 % adultes)
2022	Adhésion à la Communauté de Pratique mondiale sur la JPS ; Intégration dans Youth Connekt Cameroun	Renforcement des capacités sur les processus de PAN JPS	1715 jeunes formés
2022	Etude de référence sur la mise en œuvre de l'agenda JPS au Cameroun	Des données ont été collectées à travers les quatre zones géographiques du Cameroun, avec des entretiens portant sur la mise en œuvre de l'agenda JPS. 25 organisations de la société civile dirigées par des jeunes y ont pris part	150 jeunes ont été interviewés
2023	Création de la Commission Nationale sur la JPS	Coordination des efforts multipartites vers le PAN	N/A
2023	Projet YOUNG Cameroun (financé par l'UE)	Vulgarisation de l'agenda JPS, renforcement de 50 OSC, création d'un Réseau et Centre de Ressources JPS, consultations des jeunes	50 OSC ; 500 jeunes
2023	Atelier de renforcement des capacités pour les jeunes leaders et dialogue intergénérationnel sur la JPS	Un expert international en JPS a formé les jeunes et facilité un dialogue entre les jeunes et les adultes	100 jeunes et adultes



2023	Atelier Régional de Formation des Formateurs sur les Cadres PAN JPS à Yaoundé	Validation de la Feuille de Route nationale pour le développement du PAN JPS	40 jeunes, ministères, représentants ONU
2023	Réunions de plaidoyer et renforcement des capacités avec des parlementaires	Plaidoyer pour une loi de soutien au PAN	15 parlementaires
2023	Atelier national de sensibilisation des jeunes sur l'élaboration du PAN sur la JPS au Cameroun	Cet atelier a renforcé les capacités des jeunes camerounais sur les questions de JPS, tout en soulignant et en optimisant leur participation significative dans le processus d'élaboration du PAN.	20 jeunes participants
2024	Recrutement des consultants et création d'un comité technique	Compilation de données, collecte de perspectives, élaboration du PAN (équipe intergénérationnelle)	N/A
2024	Colloque National sur la JPS	Présentation des résultats, collecte de perspectives, vulgarisation du processus PAN	700+ participants
2024-2025	Consultation nationale finale et ateliers de validation	Validation des données et finalisation du PAN	200 participants (Sawa, Grassfield, Fang-Beti, Soudano-Sahélien)
2025	Trois séances de révision du comité technique et une réunion de validation	Pour examiner et valider le projet de PAN.	55 participants pour la validation, 26 participants pour les séances de révision
2017-2025	Portée totale de toutes les activités	Consultation et renforcement des capacités pendant l'élaboration du PAN	4 570 personnes



Méthodologie

La méthodologie utilisée pour ce processus s'est articulée autour de quatre axes clés : la sensibilisation communautaire et nationale à grande échelle, le renforcement des capacités des jeunes et des autres parties prenantes, la consultation et les entretiens avec des jeunes et des adultes issus de divers horizons, ainsi que l'examen des rapports des initiatives précédentes sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité (JPS).

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Action National Jeunesse, paix et sécurité au Cameroun, l'analyse PESTEL^[19] s'est avérée d'une grande utilité dans la mesure où elle a permis :

- **d'identifier les opportunités et les menaces à la paix,**
- **d'adapter les stratégies globales aux réalités pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes dans le pays ;**
- **d'anticiper les changements, de mobiliser des ressources et de renforcer la cohérence des politiques publiques.**

[19] The PESTEL model is a strategic analysis tool regularly used to assess external factors that may influence an organization or project. The acronym PESTEL breaks down into six methodological fields of research, which are as follows: political; economic; social; technological; environmental; and legal. Read François Aguilar, Scanning the Business Environment, MacMillan Co., New York, 1967.



LE PLAN D'ACTION NATIONAL

A. Justification

L'établissement d'un Plan d'Action National (PAN) Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) illustre l'engagement profond du Cameroun à soutenir activement sa jeunesse en tant qu'acteurs et partenaires dans les domaines de la paix et de la sécurité. Le PAN-JPS Cameroun s'aligne sur les objectifs des Cadres normatifs existant sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité. Il présente des stratégies visant à renforcer la participation significative des jeunes dans tous les aspects liés à la paix et à la sécurité, tout en proposant des solutions aux défis identifiés par les jeunes camerounais lors des consultations menées dans les quatre aires culturelles du pays (voir annexe 2 et 3). Le plan présente cinq signes vitaux de paix et les relie aux cinq domaines essentiels de l'agenda JPS : Participation, Protection, Prévention, Partenariat et Coordination, ainsi que Désengagement et Réintégration. L'adoption d'un Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité représente une opportunité stratégique pour le Cameroun afin d'assurer un avenir pacifique et inclusif pour sa jeunesse tout en renforçant la cohésion sociale, le vivre ensemble et la stabilité nationale.

B. Vision et problème

→ Vision

Un Cameroun pacifique, sûr et inclusif, où des jeunes autonomisés participent activement et co-dirigent des efforts (avec leurs homologues adultes) en faveur d'une paix durable, d'une cohésion sociale et d'un vivre ensemble renforcé et d'un développement durable national harmonieux.

→ Enoncé du problème^[20]

Les jeunes au Cameroun sont confrontés à plusieurs défis. Ces défis sont d'ordre politique, juridique, socio-culturel, économique, numérique et environnemental. En effet, les jeunes vivent des opportunités socio-économiques limitées, sont exposés à la violence et à la discrimination, et manquent de ressources et de plateformes pour participer de manière significative aux processus politiques et décisionnels. Les jeunes constatent également que les politiques et les agendas ne reflètent pas toujours leurs besoins. Ces facteurs contribuent à la désaffection des jeunes et à leur vulnérabilité à la manipulation violente, à une confiance réduite dans les institutions et à des conflits intergénérationnels qui empêchent le Cameroun de progresser sur les plans socio-politique et économique.

[20] See Appendix 2 for a detailed list of the issues raised by young people during the consultations



C. . La théorie du changement

Si

- les jeunes camerounais sont intégrés de manière constructive aux processus décisionnels et voient leur potentiel de leadership renforcé grâce au développement de compétences, à l'autonomisation socio-économique et à une protection contre la violence et l'exploitation ;
- les institutions à tous les niveaux (gouvernementales, traditionnelles, communautaires et partenaires internationaux) collaborent de manière proactive, inclusive, responsable et réactive aux besoins des jeunes, tout en luttant contre les barrières systémiques telles que le chômage, l'inégalité, la mauvaise gouvernance, les problèmes de santé mentale et l'accès limité à l'éducation ;
- des efforts concertés sont déployés pour favoriser le dialogue intergénérationnel, la confiance mutuelle et la cohésion sociale entre les jeunes, les institutions et les communautés, via des initiatives de paix fondées sur des données probantes ;
- des ressources financières, techniques et humaines adéquates sont mobilisées et gérées efficacement pour soutenir durablement les initiatives de paix dirigées par les jeunes ;

Alors

- les jeunes camerounais gagneront en autonomie, en résilience et en motivation pour s'engager activement dans les processus de paix, de sécurité et de gouvernance, réduisant ainsi leur vulnérabilité à la violence, à la criminalité et à la radicalisation.
- les institutions collaborant avec les jeunes renforceront leur légitimité, la confiance publique et leur efficacité à répondre à leurs besoins et revendications, favorisant une gouvernance plus efficace et une prévention des conflits ;
- une meilleure cohésion sociale et vivre ensemble, fondés sur la collaboration et la confiance entre jeunes, communautés et institutions, permettront d'atténuer les divisions et d'encourager la paix durable.

PRINCIPAUX AXES STRATEGIQUES

Pour concrétiser cette théorie du changement, le Plan d'Action National (PAN) du Cameroun s'articulera autour des axes suivants :

Renforcement des capacités et leadership des jeunes



- Former les jeunes aux compétences en consolidation de la paix, prévention des conflits, engagement citoyen, leadership et plaidoyer.
- Renforcer les programmes d'autonomisation socio-économique (éducation, emploi, entrepreneuriat).

Renforcement institutionnel et redevabilité



- Sensibiliser et former les responsables gouvernementaux, forces de sécurité, leaders traditionnels, communautaires et la société civile aux approches inclusives pour les jeunes.
- Renforcer la réponse institutionnelle, y compris les politiques qui incitent au co-leadership des jeunes et aux opportunités de partenariat.
- Établir des mécanismes transparents et responsables pour la participation des jeunes à la conception, mise en œuvre et suivi des politiques.

Protection et sécurité des jeunes



- Créer et renforcer une culture de la sécurité pour les jeunes femmes et les jeunes hommes et développer des dispositifs de protection afin qu'ils puissent participer en toute sécurité à des opportunités de leadership.
- Renforcer les dispositifs de protection contre la violence, l'exploitation, le recrutement par des groupes armés et la radicalisation.
- Offrir un accompagnement psychosocial et des programmes de réinsertion pour les jeunes touchés par les conflits.

Mobilisation des ressources et partenariats stratégiques



- Forger des partenariats multi-acteurs (nationaux, régionaux, internationaux) pour garantir un financement durable et un soutien technique et matériel.
- Créer des mécanismes de coordination nationaux et locaux assurant la cohérence et l'efficacité des programmes.

Cohésion sociale et dialogue intergénérationnel



- Promouvoir des initiatives de dialogue, de compréhension mutuelle et de confiance entre jeunes, institutions et communautés.
- Combattre la désinformation, les discours haineux et l'incivisme numérique via l'éducation, des campagnes de sensibilisation et des projets portés par les jeunes.

Hypothèses clés

L'efficacité de la théorie du changement dépend de l'effectivité d'un certain nombre de conditions mises en hypothèses clés, notamment :

- les jeunes, dotés de ressources et d'opportunités adéquates, s'engageront volontairement dans des initiatives civiques et de paix ;
- les institutions et leaders communautaires reconnaissent la valeur de leur participation et sont ouverts à une collaboration constructive ;
- la lutte contre l'exclusion socio-économique, le chômage et les inégalités réduira les facteurs de vulnérabilité des jeunes ;
- le dialogue intergénérationnel et la confiance mutuelle peuvent surmonter les méfiances et polarisations ;
- une mobilisation coordonnée des ressources assurera un financement pérenne pour la mise en œuvre du PAN.

Indicateurs de réussite

Les indicateurs de réussite que témoignent d'une transformation significative du paysage sociopolitique souhaité, où la voix des jeunes s'affirme comme un vecteur essentiel de paix, de sécurité et de développement. Il s'agit de :

- augmentation du taux de participation des jeunes aux processus décisionnels et de paix locaux et nationaux ;
- satisfaction accrue des jeunes quant à la réactivité et la redevabilité des institutions ;
- réduction des systèmes violents qui s'attaquent aux jeunes et fournissent des incitations à l'implication des jeunes dans la violence, la radicalisation et les conflits armés ;
- renforcement de la collaboration et de la confiance entre jeunes et institutions ;
- investissements nationaux, régionaux et internationaux accrus et durables en faveur des initiatives de paix portées par les jeunes.

▮ CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET IMPACT VOULU

Le tableau ci-dessous permet d'analyser le cadre de mise en œuvre du PAN et l'impact que l'on veut voir. Ce cadre de mise en œuvre s'adosse sur les cinq signes vitaux de la paix mentionnés plus haut. Il se décline comme suit : l'objectif spécifique ; le résultat ; les actions clés ; les indicateurs ; les sources de vérification ; les institutions/organisations responsables ; le budget ; le lien avec les piliers de la résolution 2250 du CSNU ; le lien avec les principaux obstacles identifiés et la chronologie. Il importe de souligner que les activités retenues s'inscrivent en droite ligne des solutions formulées par les jeunes eux-mêmes, à l'issue des consultations menées dans le cadre de ce processus.



Tableau 2. Le cadre de mise en œuvre et l'impact voulu

Domaine d'impact : Signe vital 1 : Renforcement de l'action des jeunes pour la paix						
Objectif spécifique : Renforcer et amplifier le leadership des jeunes et des couches vulnérables en particulier (jeunes femmes et hommes, jeunes handicapés, jeunes autochtones, jeunes refugies etc.) dans la cohésion sociale, le vivre ensemble et la paix durable.						
Résultat : Au moins 50 % des jeunes leaders formés sont engagés dans des initiatives locales de paix (clubs de paix, dialogues communautaires, campagnes de sensibilisation) dans les 10 régions du Cameroun d'ici 2029.						
Actions clés	Indicateurs	Sources de vérification	Institutions/Organisations responsables	Budget (FCFA)	Lien avec les piliers de la résolution 2250 du CSNU	Lien avec les principaux obstacles Politique/Institutionnel /Sécuritaire, Socio-économique, Culturel/Genre/Psychosocial/Numérique.
Renforcement des capacités des jeunes en leadership, consolidation de la paix et résolution des conflits dans les 10 régions du Cameroun	Nombre de jeunes formés (cible : 50 000 jeunes formés), Nombre de plateformes opérationnelles de jeunesse renforcées (cible : 500)	Rapports de formation et d'activités des organisations partenaires ; Plans d'action développés par les plateformes des jeunes ; Rapports annuels des ministères sectoriels	MINJEC, MINPROFF, MINAS, MINESEC, MINESUP, MINEFOP, MINAT, MINDDEVEL, CNDDR, CNPBM, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	4 250 000 000	Participation, Prévention, Réintégration	Politique : Faible participation des jeunes dans les espaces formels politique ; considération populaire de l'âge de la jeunesse (07 à 77 ans) Socio-culturel : Préjugés sur la capacité des jeunes à assumer des rôles de leadership.
Soutien aux initiatives communautaires portées par des jeunes (projets de dialogue intercommunautaire, campagnes de sensibilisation).	Nombre de projets communautaires financés et mis en œuvre par des jeunes. (Cible 1800)	Rapport d'enquêtes auprès des jeunes ; Rapports des initiatives menées par les jeunes et des plateformes ; Rapports des Ministères sectoriels ;	MINJEC, MINPROFF, MINAS, MINESEC, MINESUP, MINEFOP, MINSEP, MINAC, MINDDEVEL, CNPBM, CNDDR, CTD, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	3600 000 000	Participation, Prévention, Réintégration	Économique : Accès limité des jeunes aux ressources pour financer leurs initiatives.
Total Budget signe vital 1				7850 000 000		
Chronologie		2026-2030				



Domaine d'impact : Signe vital 2 : Renforcement de la confiance institutionnelle et la légitimité de l'Agenda JPS						
Objectif spécifique : Améliorer la perception et la participation des jeunes femmes et hommes aux processus décisionnels publics liés à la paix et à la sécurité						
Résultat : Création des comités jeunesse-paix et sécurité dans 50% des CTD et intégration d'un représentant jeune dans 70 % des organes locaux de gouvernance participative d'ici 2030.						
Actions clés	Indicateurs	Sources de vérification	Institutions/Organisations responsables	Budget (FCFA)	Lien avec les piliers de la résolution 2250 du CSNU	Lien avec les principaux obstacles Politique/Institutionnel/Sécurité, Socio-économique, Culturel/Genre/Psychosocial/Numérique
Organisation des dialogues publics citoyens entre les jeunes et les administrations au niveau national, régional et local	Nombre de dialogues organisés (cible : National (10), Régional (100), Local (5400))	Rapports annuels des CTD et ministères sectoriels	MINAT, MINDDVL, MINJEC, CTD, MINCOM, CNJC, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	1 330 000 000	Participation, Prévention, Partenariat,	Politique/Institutionnel
Vulgarisation de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité	Nombre de campagnes organisées les deux premières années de mise en œuvre du PAN (communautaire, médiatique, digital) Cible : national 2, Communautaire 720	Rapports de campagnes, Rapport de sondage auprès des jeunes, Press book, statistiques des plateformes digitales et médias classiques contenus diffusés.	MINCOM, MINPOSTEL, MINJEC, CNJC, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	50 000 000	Participation, Prévention	Tous les obstacles



	Nombre de personnes touchées par les campagnes, cible : 10 000 000					
Renforcement des mécanismes juridiques, institutionnels efficaces, assurant la prise en compte des aspirations des jeunes.	Adoption d'une loi Jeunesse, Paix et Sécurité ; Nombre des comités Jeunesse, Paix et sécurité créés dans les CTD	Loi Jeunesse, Paix et Sécurité ; Actes de création des Comites JPS dans les CTD	PRC, MINJEC, Assemblée Nationale, SENAT, CNJC, CTD, ELECAM, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	200 000 000	Participation, Prévention, Protection	Tous les obstacles
Total Budget signe vital 2						1 580 000 000
Chronologie		2026-2030				

Domaine d'impact : Signe vital 3 : Réduction de la violence et de la criminalité						
Objectif spécifique 1 : Réduire les dynamiques de fragilité des jeunes						
Résultat : D'ici 2028, au moins 60 % des jeunes à risque identifiés dans les zones prioritaires sont engagés dans des programmes de réinsertion socio-économique, d'accompagnement psychosocial, de prévention de la violence et de la criminalité.						
Actions clés	Indicateurs	Sources de vérification	Institutions/Organisations responsables	Budget (FCFA)	Lien avec les piliers de la résolution 2250 du CSNU	Lien avec les principaux obstacles Politique/Institutionnel/Securitaire, Socio-économique, Culturel/Genre/Psychosocial/Numérique
Formation et appui des jeunes en entrepreneuriat social, culturel, numérique et environnemental	Nombre de jeunes formés (cible 100.000 Jeunes) nombre de jeunes accompagnés (cible : 10 000 jeunes)	Rapports annuels d'activités des Ministères sectoriels	MINJEC, MINAS, MINPROFF, MINADER, MINPMEESA, MINEFOP, MINPOSTEL, MINESUP, MINTOUL, MINFOF, MINEPDED, CNDDR, CTD, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	20 000 000 000	Prévention, protection, réintégration	Socio-économique Culturel et Numérique
Prévention des migrations irrégulières et des déplacements forcés liés aux conflits, aux changements climatiques et à la fragilité	Au moins 50 000 jeunes sensibilisés aux risques de la migration irrégulière, à l'adaptation aux changements climatiques et aux opportunités locales.	Rapports de l'OIM et de la DGSN, statistiques nationales, études de cas, rapports de projet, enquêtes auprès des jeunes.	MINJEC, MINAS, MINEPAT, MINAT, organisations de la société civile locale et de jeunes, PTF, SNU	250 000 000	Prévention, protection,	Socio-économique



<p>Mobilisation et valorisation de la diaspora jeune pour le développement et la paix.</p>	<p>Nombre de réunions de plaidoirie et consultation avec des jeunes de la diaspora (cible :10) Nombre de visite de la plateforme numérique de connexion avec la diaspora jeune. Nombre d'appui en festival jeune organisé par la diaspora (cible 2 par an=10 en 5 ans) Nombre d'appui accordés aux jeunes de retour de la diaspora (Cible 100)</p>	<p>Rapports des réunions pour plaidoyer et consultation avec les jeunes de la diaspora, les données de la plateforme numérique de connexion avec la diaspora jeune, Rapport du festival organise par la diaspora jeune ; Nombre d'entreprises créées par les jeunes de retour de la diaspora</p>	<p>MINJEC, MINREX, MINEPAT, MINFI, SNI, API, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ</p>	<p>250 000 000</p>	<p>Participation, Prévention</p>	<p>Politique/Institutionnel/Sécuritaire, Socio-économique/ Numérique</p>
<p>Objectif spécifique 2 : Diminuer l'implication des jeunes dans des actes de violence et de criminalité</p>						
<p>Résultat : Réduction d'au moins 40 % des cas d'implication des jeunes dans des actes de violence ou de criminalité d'ici 2030.</p>						



<p>Intensification de la lutte contre la consommation des stupéfiants en milieu jeunes</p>	<p>Nombre de campagnes de sensibilisation tenues (Cible : National 10, Régional 20, local 5000) ; nombre de jeunes sensibilisés (Cible : 10.000.000) ; nombre de nouveaux centres de désintoxication créés (cible : 10) nombre de jeunes pris en charge (cible : 75% des cas détectés) nombre de jeunes guéris et réintégrés (Cible : 50% de ceux qui ont suivie processus de traitement)</p>	<p>Rapport d'activités des différentes organisations ; Arrêtés ministériels de création des centres de désintoxication ; Rapports de suivi</p>	<p>MINJEC, MINSANTE, MINAS, DGSN, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ</p>	<p>2 400 000 000</p>	<p>Prévention, protection, réintégration</p>	<p>Tous les obstacles</p>
--	---	--	--	----------------------	--	---------------------------



<p>Implémentation de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation</p>	<p>Pourcentage des actes d'extrémisme violent en baisse (cible ; réduction de 50%) ; Nombre de campagnes de sensibilisation tenues (Cible : National 10 ; Régional 20 ; local 5000) nombre de jeunes sensibilisés (Cible : 10.000.000)</p>	<p>Rapports d'activités des différentes organisations ; Rapports du MINAT, Rapports du CNDDR, Rapports du MINJUSTICE</p>	<p>MINJEC, MINJUSTICE, CNDDR, DGSN, SED, CNJC, OSC et PTF, SNU</p>	<p>2 500 000 000</p>	<p>Prévention, protection,</p>	<p>Tous les obstacles</p>
<p>Création des unités spéciales de sécurisation des établissements scolaire et universitaire dans les 10 régions.</p>	<p>Nombre d'unités créées et fonctionnelles (Cible : 9 a l'exception de Yaoundé)</p>	<p>Arrêtés de création des unités, Rapports d'activités/d'intervention des unités</p>	<p>DGSN; SED; MINAT; MINESEC, MINESUP, SNU, PTF, ONGs</p>	<p>500 000 000</p>	<p>Prévention, protection,</p>	<p>Social, Psychosocial</p>



Total Budget signe vital 3						25 900 000 000
Chronologie		2026-2030				

Domaine d'impact : Signe vital pour la paix 4 : Amélioration de la confiance mutuelle entre les jeunes						
Objectif spécifique : Renforcer la cohésion sociale, la réconciliation et la confiance mutuelle entre les jeunes, leurs familles et leurs communautés						
Résultat : Les jeunes des dix régions du pays, ont développé des relations positives et de confiance entre eux, leurs familles, leurs communautés						
Actions clés	Indicateurs	Sources de vérification	Institutions/Organisations responsables	Budget (FCFA)	Lien avec les piliers de la résolution 2250 du CSNU	Lien avec les principaux obstacles Politique/Institutionnel/Sécuritaire, Socio-économique, Culturel/Genre/Psychosocial/Numérique
Promotion de l'éducation à la paix	Adoption des curricula d'éducation à la paix dans les établissements scolaires, (Cible : 1) Nombre d'enseignants du primaire et du secondaire formés sur l'éducation à la paix ; (Cible	Curricula disponible, Rapports sessions formations	MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINJEC, MINPOSTEL, SNU, PTF, OSC, ONGs	400 000 000	Prévention	Tous les obstacles



	1000) Nombre d'établissements ayant dispensés des modules sur l'éducation à la paix ; (Cible 60% des établissements primaires et secondaires)					
Lutte contre les discours de haine, la stigmatisation	Nombre de créateurs de contenu en ligne formés (1000) Nombre d'association des jeunes formées et ayant conduit à des caravanes (cible : 50) Nombres de déclaration des plateformes publiées (Cible :10) Nombre de matériels IEC produit (Cible :50000)	Rapports Associations mouvements jeunesse, des et de	CNPBM, CNJC, MINJEC, MINPOSTEL, ANTIC, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	935 000 000	Participation, Prévention, Protection,	Social, Culturel/Genre/Psychosocial/ Numérique
Promotion des dialogues inter jeunes et intercommunautairesani	Nombre de rencontres intercommunautai res tenues (500)	Rapports des OSC, Rapports des conseils régionaux,	CNPBM, MINAC, CNJC, SNU, PTF, OSC, ONGs, ODJ	2 650 000 000	Participation, Prévention, protection,	Social, Culturel/Genre/Psychosocial/ Numérique



més par les jeunes et des mécanismes de transformation non violente des conflits	Nombre de festivals culturels organisés (Cible : National 5 ; régional 20, Communautaires/ identitaires 100) ; Nombre de rencontres inter jeunes organisés (cible : National 5, Régional 100) ; Nombre des jeunes champions de la paix primés (Cible : 100)	Rapports des comités de développement communautaires ; Rapports des dialogues inter jeunes			partenariat	
Total budget signe vital 4						3985 000 000
Chronologie		2026-2030				

Domaine d'impact : Signe vital pour la paix 5 : Renforcement de la collaboration entre les jeunes, le gouvernement, les CTDs, les autorités traditionnelles et religieuses et les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda JPS						
Objectif spécifique : Renforcer la gouvernance inclusive et la coordination des parties prenantes pour une mise en œuvre cohérente, durable et partagée de l'Agenda JPS						
Résultat : Mise en place d'un mécanisme national multipartite de coordination de l'Agenda JPS, fonctionnel dans les 10 régions, doté d'un plan annuel et d'un mécanisme de redevabilité jeunesse dès 2026.						
Actions clés	Indicateurs	Sources de vérification	Institutions/Organisations responsables	Budget (FCFA)	Lien avec les piliers de la	Lien avec les principaux obstacles



					résolution 2250 du CSNU	Politique/Institutionnel/Séc uritaire, Socio-économique, Culturel/Genre/Psychosoci al/Numérique
Mise en place et opérationnalisation des mécanismes de coordination nationaux et locaux assurant la cohérence et l'efficacité des programmes de l'Agenda JPS	Commission JPS restructurée et opérationnelle ; Nombre d'acteurs identifiés ; Plateformes de coordination fonctionnelles ; Nombre d'initiatives recensées et valorisées	Décret de restructuration de la CNJPS ; PV de réunions ; Rapport de cartographie des acteurs ; Rapports de réunions des plateformes de coordination intersectorielles ; Rapports de missions de suivi terrain ou évaluations externes nombre de partenaires mobilisés par les plateformes ; Base de données ; Témoignages ; Rapports	PRC, SPM, MINJEC, SNU	2 500 000 000	Partenariat	Tous les obstacles

<p>Renforcement des partenariats multi-acteurs (nationaux, régionaux et internationaux) pour garantir la durabilité du financement et du soutien technique</p>	<p>Nombre d'accords ou conventions de partenariats signés avec des acteurs nationaux, régionaux et internationaux (cible :20) ; pourcentage du budget annuel du PAN-JPS couvert par des financements partenaires (cible : au moins 50% du budget annuel)</p>	<p>Copies des conventions ou accords de partenariat signés ; Rapports annuels de mise en œuvre du PAN-JPS ; Tableaux de suivi des engagements et contributions des partenaires</p>	<p>MINJEC, MINREX, MINEPAT, CNJC, SNU</p>	<p>500 000 000</p>	<p>Partenariat</p>	<p>Tous les obstacles</p>
<p>Total budget signe vital 5</p>						<p>3000 000 000</p>
<p>Chronologie</p>		<p>2026-2030</p>				

MÉCANISME DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Le mécanisme de suivi et d'évaluation (S&E) du Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité (PAN JPS) du Cameroun constitue un pilier fondamental pour garantir la redevabilité, mesurer les progrès, renforcer l'efficacité des interventions et assurer une gestion stratégique, participative et inclusive du Plan. Ce dispositif repose sur une approche multi-niveau et multisectorielle, intégrant des mécanismes de remontée d'information, de coordination institutionnelle, d'apprentissage, de redevabilité et de participation active des jeunes.

A. Instruments et outils de suivi-évaluation

Le système de S&E est fondé sur une combinaison d'outils quantitatifs et qualitatifs, incluant :

- un cadre de résultats structuré, avec des indicateurs SMART désagrégés par sexe, âge et vulnérabilité ;
- des fiches d'activités standardisées, renseignées par les acteurs de mise en œuvre ;
- une plateforme numérique de suivi participatif, accessible via web et application mobile, permettant aux jeunes de contribuer activement à la collecte et au suivi des données ;
- des revues périodiques :
 - Trimestrielles (revues techniques),
 - Semestrielles (revues opérationnelles),
 - Annuelles (revues stratégiques),
 - Évaluations de mi-parcours (2028) et finale (2030) ;
- des études qualitatives (groupes de discussion, récits de changement, cartographies sociales) pour compléter les données statistiques.
- le « Peace Impact Framework (PIF) » sera mis à contribution pour comprendre et mesurer l'impact des actions menées en droite ligne avec les signes vitaux identifiés.

B. Approche participative et principes directeurs

Le dispositif est guidé par les principes suivants :

- participation significative des jeunes à toutes les étapes : collecte, validation, analyse et diffusion des données ;
- redevabilité bidirectionnelle : partage des résultats avec les jeunes et prise en compte de leurs retours pour réorienter les actions ;
- transparence : publication annuelle d'un rapport de mise en œuvre du PAN, accompagnée d'une cérémonie officielle de présentation dudit rapport.

C. Rapports, apprentissage et adaptation

- Rapports trimestriels de suivi et rapports annuels d'évaluation documentant les avancées, défis, enseignements et recommandations ;
- Utilisation systématique des résultats pour ajuster les stratégies, assurer la flexibilité du PAN et renforcer son ancrage contextuel ;
- Renforcement continu des capacités des parties prenantes à travers des sessions de formation sur le suivi-évaluation basé sur les résultats.

D. Plan de surveillance

Il se décline en deux à savoir : les outils de collecte de données et le calendrier de l'évaluation.

Outils et moyens de collecte de données

- **Enquêtes et sondages de satisfaction**
- **Formulaires de retour d'expérience (pour évaluer l'efficacité des formations et la participation des jeunes)**
- **Registres de participation aux évènements**
- **Documents législatifs et politiques (pour suivre les réformes et les nouvelles législations)**

Calendrier de l'évaluation

- **Suivi trimestriel des activités**
- **Évaluations annuelles des performances**
- **Evaluation à mi-parcours du Plan**
- **Évaluation finale du Plan pour mesurer l'impact à long terme (par exemple, la réduction des conflits et l'augmentation de l'engagement des jeunes dans la gouvernance).**

E. Ressources dédiées

Le S&E représentera 10% du budget global du PAN JPS. Ces ressources serviront à :

- financer les outils et activités de suivi ;
- soutenir les missions de supervision des activités, ;
- soutenir les missions d'évaluation;
- garantir l'efficacité et l'efficience globales du système.

F. Mécanismes de coordination

Il s'agit de décrire comment le développement et la mise en œuvre du Plan d'Action National (PAN) seront coordonnés aux niveaux national et local.

Le système de S&E est structuré autour des instances suivantes :

Cadre institutionnel de pilotage

i. Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité (CNJPS)

Structure nationale de coordination stratégique du PAN JPS, elle joue un rôle central dans la supervision stratégique du suivi-évaluation. Le Gouvernement du Cameroun, à travers le MINJEC a mis sur pied, une Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité. Cette commission est opérationnelle et ses membres ont bénéficié du renforcement des capacités en matière de préparation au dialogue intergénérationnel, étape majeure dans le processus d'élaboration du Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité. La commission, créée par décision du MINJEC, regroupe les points focaux des autres départements ministériels en charge des questions de jeunesse, des Organismes du système des nations unies, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des organisations dirigées par des jeunes et servant les jeunes et organisations de la société civile (OSC).

Le présent Plan vise à rendre la CNJPS en une institution autonome et indépendante au même titre que la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme. Des rencontres régulières, des réunions trimestrielles (avec l'utilisation des moyens digitaux si

possibles) seront organisées pour évaluer les progrès, partager les meilleures pratiques, et ajuster les stratégies le cas échéant. Il s'agira pour la CNJPS de travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes du processus à l'instar du MINJEC, des institutions ministérielles promouvant des initiatives en faveur de la jeunesse, de la paix et de la sécurité, le CNJC, les OSC, les ONG et les partenaires au développement.

En tant qu'organe de coordination nationale des initiatives en faveur de l'agenda jeunesse, Paix et sécurité, la CNJPS :

- valide les outils et méthodologies de suivi (cadre de résultats, fiches de collecte, indicateurs, etc.) ;
- coordonne les bilans annuels et la revue à mi-parcours du PAN ;
- assure l'articulation entre les différents niveaux de mise en œuvre (national, régional, local) ;
- facilite le dialogue entre les ministères, les jeunes et les partenaires ;
- de la convocation des réunions techniques trimestrielle et annuelle.

ii. Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC)

Administration étatique en charge des questions de jeunesse et Point focal technique du PAN JPS, le MINJEC est responsable :

- de la coordination opérationnelle du suivi des activités, en lien avec les points focaux dans les autres ministères ;
- de la consolidation des rapports périodiques ;
- de la tenue d'un tableau de bord national de suivi du PAN ;

iii. Institutions ministérielles sectorielles

Chaque ministère impliqué (MINPROFF, MINAS, MINAT, MINEFOP, etc.) désigne un point focal chargé :

- de renseigner les indicateurs liés à son secteur ;
- de contribuer à l'analyse des données et à l'évaluation des résultats ;
- de participer activement aux comités techniques de suivi.

Rôle des autres acteurs dans le suivi participatif

i. Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC)

Organe faitière des associations et mouvements de jeunesse, Le CNJC agit comme interface entre les jeunes bénéficiaires et les institutions publiques nationales et internationales. Dans la mise en œuvre du Présent PAN JPS,

- Il coordonne la sélection des organisations et mouvements de jeunesse habiletés à mener des activités dans le cadre du présent Plan ;
- Il contribue à la collecte de données de terrain à travers ses antennes régionales et communales ;
- Il organise des remontées de perceptions des jeunes à travers des groupes de discussion, des sondages et des plateformes numériques ;
- Il coordonne la mise en œuvre des activités de jeunesse et participe aux comités de validation des résultats.

ii. Organisations de la société civile de jeunesse / ONG

Les OSC jouent un rôle clé dans :

- la co-implémentation des activités du PAN et le suivi communautaire des engagements ;
- la documentation des bonnes pratiques et l'identification des obstacles ;
- la production d'analyses qualitatives complémentaires aux indicateurs quantitatifs.

iii. Partenaires techniques et financiers (PTF)

Les PTF appuient le système S&E à travers:

- l'appui technique à l'élaboration des outils de collecte
- le financement d'outils de collecte et de plateformes numériques ;
- le renforcement des capacités des parties prenantes en suivi-évaluation basé sur les résultats ;
- la participation aux revues semestrielles, aux missions conjointes et à l'évaluation finale du PAN.

Création et mobilisation des Comités Locaux Jeunesse, Paix et Sécurité (CLJPS)

Dans une logique de territorialisation du Plan d'Action National JPS et d'ancrage local du suivi participatif, des Comités Locaux Jeunesse, Paix et Sécurité (CLJPS) seront mis en place dans chaque région. Ces comités ont pour vocation de constituer des relais de proximité du dispositif national de suivi et de mise en œuvre.

Les CLJPS seront composés de :

- représentants locaux de la jeunesse, issus notamment des antennes régionales du CNJC et des organisations de jeunes ;
- autorités locales (élus municipaux, services déconcentrés du MINJEC, des ministères sectoriels concernés) ;
- organisations non gouvernementales et acteurs de la société civile impliqués dans les questions de jeunesse, de paix et de cohésion sociale.

Les CLJPS auront pour missions de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre locale du PAN JPS, en lien avec les priorités régionales ;
- organiser des activités de sensibilisation, de dialogue communautaire et de renforcement des capacités sur la paix, la prévention des conflits et la participation des jeunes ;
- faire remonter de manière régulière au CNJPS les rapports d'activités, les défis rencontrés, les besoins spécifiques et les réussites locales.

Ces comités contribueront également à renforcer les dynamiques de concertation entre jeunes et pouvoirs publics dans les territoires, tout en favorisant l'appropriation locale du PAN.

Par ailleurs, les CLJPS pourront évoluer progressivement vers la création de Clubs Jeunesse, Paix et Sécurité dans les établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle, à l'image

des Clubs UNESCO, bien connus dans les milieux éducatifs camerounais. Ces clubs permettront d'ancrer l'éducation à la paix, au vivre-ensemble et à la citoyenneté dans les milieux d'apprentissage, en donnant aux jeunes un cadre formel d'engagement et d'initiative.

Mécanisme de remontée d'informations

Les CLJPS devront faire un rapport au CNJPS sur les activités menées et les défis rencontrés.

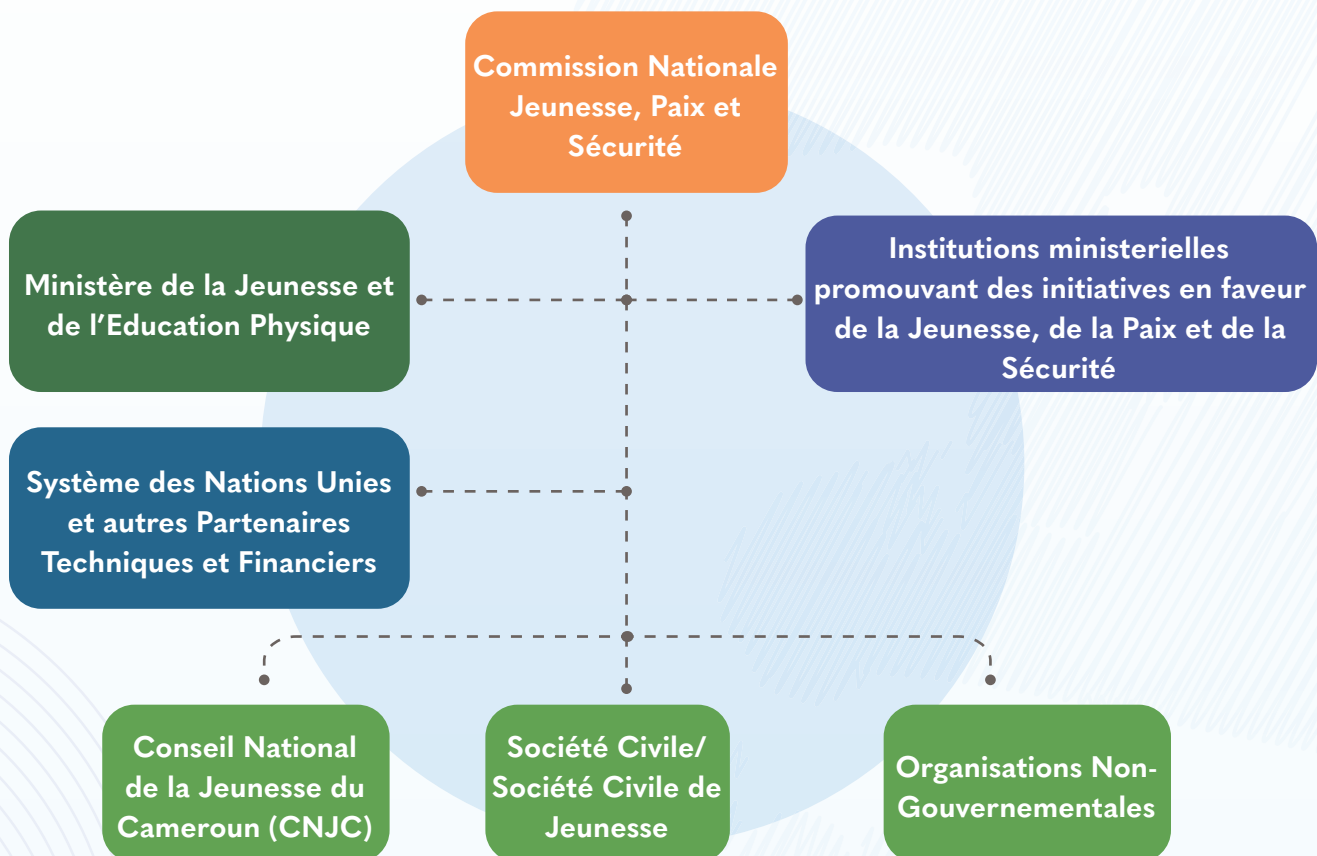
Évaluation annuelle

Une évaluation complète sera réalisée chaque année pour mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés.

Ces mécanismes permettront d'assurer une mise en œuvre et une évaluation efficace du Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité au Cameroun, tout en garantissant une responsabilité claire et une évaluation continue des résultats.




Figure 1. Structure de coordination et de surveillance du JPS

Le projet de texte décrira le pilotage, les membres, les durées et l'organe assurant le secrétariat.



CADRE BUDGETAIRE

Le coût global des activités planifiées dans le cadre du présent PAN JPS 2026-2030 est estimé à XAF 49 046 500 000 (Quarante-neuf milliards quarante-six millions cinq cent mille francs CFA).

Actions	Signe Vital	Coût total FCFA	Période
 Signe vital 1 Renforcement de l'action des jeunes pour la paix			
Action 1	Renforcement des capacités des jeunes en leadership, consolidation de la paix et résolution des conflits dans les 10 régions du Cameroun	→ 4 250 000 000	2026-2030
Action 2	Soutien à des initiatives communautaires portées par des jeunes (projets de dialogue intercommunautaire, campagnes de sensibilisation).	→ 3 600 000 000	
Total signe Vital 1: 7 850 000 000			
 Signe vital 2 Renforcement de la confiance institutionnelle et la légitimité de l'Agenda JPS			
Action 1	Organisation des dialogues publics citoyens entre les jeunes et les administrations au niveau national, régional et local	→ 1 330 000 000	2026-2030
Action 2	Vulgarisation de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité	→ 50 000 000	2026-2027
Action 3	Renforcement des mécanismes juridiques, institutionnels efficaces, assurant la prise en compte des aspirations des jeunes.	→ 200 000 000	2026-2030
Total signe Vital 2: 1 580 000 000			
 Signe vital 3 Réduction de la violence et de la criminalité			
Action 1	Formation et appui des jeunes en entrepreneuriat social, culturel, numérique et environnemental	→ 20 000 000 000	2026-2030
Action 2	Prévention des migrations irrégulières et des déplacements forcés liés aux conflits, aux changements climatiques et à la fragilité	→ 250 000 000	
Action 3	Vulgarisation de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité	→ 250 000 000	
Action 4	Implémentation de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation	→ 2 500 000 000	2026-2030
Action 5	Intensification de la lutte contre la consommation des stupéfiants en milieux Jeunes	→ 2 400 000 000	



Action 6	Création des unités spéciales de sécurisation des établissements scolaire et universitaire dans les 10 régions	→ 500 000 000	
----------	--	---------------	--

Total signe Vital 3: 25 900 000 000



Signe vital 4 Amélioration de la confiance mutuelle entre les jeunes

Action 1	Promotion de l'éducation à la paix	→ 400 000 000	2026-2030
Action 2	Lutte contre les discours de haine, la stigmatisation	→ 935 000 000	
Action 3	Promotion des dialogues inter jeunes et intercommunautaires animés par les jeunes et des mécanismes de transformation non violente des conflits	→ 2 650 000 000	

Total signe Vital 4: 3 985 000 000



Signe vital 5 Renforcement de la collaboration entre les jeunes, le gouvernement, les CTDs, les autorités traditionnelles et religieuses et les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda JPS

Action 1	Mise en place et opérationnalisation des mécanismes de coordination nationaux et locaux assurant la cohérence et l'efficacité des programmes de l'Agenda JPS	→ 2 500 000 000	2026-2030
Action 2	Renforcement des partenariats multi-acteurs (nationaux, régionaux et internationaux) pour garantir la durabilité du financement et du soutien technique	→ 500 000 000	

Total signe Vital 5: 3 000 000 000

Grand total 1: 1 38 390 000 000

Cadre de Suivi et Évaluation du Plan

Action 1	Fonctionnement de la Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité	→ 2 500 000 000	2026-2030
Action 2	Activités de Suivi-Évaluation	→ 4 231 500 000	

Grand total 2: 6 731 500 000

Total Général du Plan d'Action National JPS Cameroun

49 046 500 000



CONCLUSION

Dans un contexte de conflits multiples et généralisés au Cameroun, il apparaît impératif d'examiner les dynamiques en jeu et les enjeux géopolitiques qui sous-tendent ces situations. L'analyse met en lumière la résurgence de tensions dans des régions spécifiques du pays, notamment l'Extrême-Nord, confronté aux actions de Boko Haram, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, en proie à une crise sociopolitique, et l'Est, confronté à plusieurs défis sécuritaires à cause des conflits armés en RCA. Dans ce contexte, l'élaboration d'un Plan d'Action National Jeunesse, Paix et Sécurité pour le Cameroun apparaît non seulement comme une nécessité, mais aussi comme une opportunité pour intégrer la jeunesse dans un processus de transformation sociale et culturelle, lui permettant de passer du statut de victime de divers conflits à celui d'acteur clé de la construction de la paix. Cette transformation s'avère également pertinente pour les sept autres régions du pays, dont la situation économique et sociale est, elle aussi, sujette à des défis majeurs. Investir dans la jeunesse, ce n'est pas seulement parier sur l'avenir : c'est choisir, dès aujourd'hui, de consolider les fondations d'un Cameroun stable, prospère et réconcilié. Il y a urgence à faire de cette génération le cœur battant d'une transformation nationale profonde et durable^[21].

Que ce document stratégique soit pour les générations présentes et futures une boussole, un levier d'engagement et un symbole d'une gouvernance fondée sur l'écoute, la confiance et la dignité. En définitive, le succès du PAN JPS au Cameroun reposera largement sur un engagement politique fort, une coordination efficace entre les acteurs clés contemporains et traditionnels et un soutien financier adéquat provenant de sources nationales et internationales.



[21] Jean Armand Nkoetam Zambo, NKOETAM ZAMBO Jean Armand, 'The Cameroonian youth and peacebuilding: stakes, opportunities, and political prospects' paper presented at the International Symposium on Youth, Peace, and Security in the Sahel, June 16, 2025, at the Institute of International Relations of Cameroon (IRIC), p.1.



ANNEXES

Annexe 1 : *Guide d'entretien adressé aux jeunes pour l'élaboration du plan d'action national jeunesse, paix et sécurité au Cameroun*

Annexe 2 : *Les principaux obstacles auxquels sont confrontés les jeunes au Cameroun*

Annexe 3 : *Les solutions proposées par les jeunes lors des consultations dans les quatre aires culturelles*



Annexe 1 : Guide d'entretien adressé aux jeunes pour l'élaboration du plan d'action national jeunesse, paix et sécurité au Cameroun

1- Comment désigne-t-on la paix et la sécurité dans votre aire géographique et culturelle, et dans la langue la plus parlée de votre région ?

2- Qu'est-ce qui constitue le plus grand motif de conflit(s) et d'insécurité dans votre aire culturelle ?

3- À l'aide de quels processus ramène-t-on la paix et la sécurité dans votre région ? Utilisez-vous également la contribution des autorités traditionnelles ?

4- Quel est le rôle que joue la jeunesse et les jeunes dans l'irruption des conflits d'une part, et dans la résolution de ces conflits d'autre part dans votre région ?

5- Par rapport à votre région spécifique, quelles méthodes sont utilisées pour ramener la paix et la sécurité ?

NB : Prière de demander aux jeunes de répondre à ces questions avec tous les détails nécessaires. Lors de ces consultations, prendre en considération ces éléments (date, lieu, acteurs, et le cas échéant les références).

Je vous remercie à l'avance pour le temps pris dans votre emploi de temps pour répondre à ces importantes questions.

The Lead Consultant



Annexe 2 : Les principaux obstacles auxquels sont confrontés les jeunes au Cameroun

Catégorie d'obstacle	Obstacle identifié	Zones concernées	Impact sur les jeunes
Politique / institutionnel / Sécuritaire	Faible représentativité des jeunes dans les instances décisionnelles Absence d'implication des jeunes dans les décisions locales Extrémisme violent, accroissement des actes de violences	Toutes les aires culturelles Extrême-Nord Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	Sentiment d'exclusion, désintérêt pour les processus de paix Découragement, retrait des espaces civiques Déplacements forcés Traumatismes psychologiques Risque de radicalisation et de recrutement armé Perte de confiance envers les institutions Déscolarisation et interruption des parcours éducatifs Exclusion économique
Socio-économique	Chômage élevé et manque d'opportunités économiques Inégal accès aux ressources et à la formation professionnelle Problèmes migratoires	Toutes les aires culturelles	Vulnérabilité accrue à la manipulation et à la radicalisation Renforcement des frustrations et montée des tensions intergénérationnelles Tensions sociales et identitaires avec les populations locales, notamment pour l'accès aux ressources (eau, terres, emplois). Risque d'exploitation et de précarité.



	L'accès limité à l'éducation		Déstabilisation des familles et communautés Exclusion sociale et marginalisation Vulnérabilités aux abus et à la manipulation Frein à l'innovation et au développement Cycles de pauvreté intergénérationnel
Culturel/Genre/Psychosocial/Numérique	Discrimination basée sur le genre, poids des traditions dans la participation des jeunes femmes Traumatisme lié aux conflits, stress post-traumatique non pris en charge Conflits intergénérationnels et manque de confiance entre jeunes et autorités Addictions et consommations de drogues Discours de haine Incivisme numérique	Toutes les aires culturelles	Auto-exclusion des filles et femmes, Invisibilisation de leurs besoins spécifiques Isolement social, baisse de confiance, comportements à risque Dialogue rompu, frein à la co-construction de la paix Déscolarisation, délinquance, isolement social, vulnérabilité à la violence armée Fragmentation communautaire, replis identitaires, radicalisation, affaiblissement du vivre ensemble Exposition à la haine et à la violence, manipulation de l'information,



			radicalisation et violence, affaiblissement du vivre ensemble, atteinte à la citoyenneté numérique
--	--	--	--

Annexe 3 : Les solutions proposées par les jeunes lors des consultations dans les quatre aires culturelles

Proposition des jeunes	Type de solution	Intégration dans le PAN	Responsables potentiels
Promouvoir véritablement la bonne gouvernance	Politique Institutionnelle Sécuritaire Numérique	Gouvernance inclusive et transparente	Présidence de la République, Primature, MINJEC, CONSUPE, Parlement, OSC de veille citoyenne
Impliquer davantage les jeunes dans la gestion des affaires publiques aux niveaux local et national	Politique et Institutionnelle Sécuritaire	Participation politique et citoyenne des jeunes	Présidence de la République, Primature, MINJEC, conseils municipaux, Parlement Jeunesse, CTD
Création de centres de formation professionnelle décentralisés	Socio-économique	Autonomisation économique des jeunes	MINJEC, MINEFOP, CTD
Intégration des jeunes dans les mécanismes locaux de résolution des conflits	Politique Institutionnelle Sécuritaire	Participation et inclusion des jeunes	MINAT, MINDDVL, conseils régionaux, autorités traditionnelles
Appui psychosocial aux jeunes victimes du conflit	Psychosocial	Résilience et cohésion sociale	MINAS, Ministère de la Santé Publique, OSC-ONG locales
Création de plateformes intergénérationnelles de dialogue	Culturelle et Institutionnelle	Renforcement du lien social et intergénérationnel	MINAC, autorités traditionnelles, plateformes de jeunes
Renforcement des programmes de microcrédit adaptés aux projets jeunes	Economique	Accès aux opportunités économiques	MINPMEESA, MINJEC, institutions financières partenaires



Adopter des lois spécifiques en faveur des jeunes	Juridique	Cadre juridique et politique sensible aux besoins des jeunes	MINJEC, MINJUSTICE, Assemblée Nationale, Sénat
Privilégier les formations professionnelles et promouvoir la culture de l'entrepreneuriat jeune	Socio-économique / Education	Autonomisation économique et insertion professionnelle	MINJEC, MINPMEESA, MINEFOP, FNE, partenaires au développement
Amélioration de l'offre en infrastructures de base (écoles, routes, hôpitaux)	Socio-économique/ Infrastructures	Accès équitable aux services sociaux de base	MINEPAT, MINDUH, MINTP, MINFI,

			MINSANTE, MINEDUB, MINESEC, CTD
Valorisation de la méritocratie	Ethique/ Gouvernance	Renforcement des valeurs civiques et méritocratiques	Présidence de la République et toutes les administrations
Renforcer l'éducation civique et la culture de la paix ainsi que l'éducation à la citoyenneté numérique	Politique Institutionnelle Sécuritaire Numérique	Education à la paix	MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINJEC, MINSPOTEL, ANTIC, CNJC
Promouvoir des leaders jeunes « ambassadeurs du civisme numérique »	Politique/Numérique	Education à la citoyenneté numérique	MINPOSTEL, MINJEC, ANTIC, PTF
Promouvoir l'éducation à la tolérance, à la paix et à la diversité	Politique, institutionnel, social, numérique, genre, culturel	Promotion de la paix et de la cohésion sociale	MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINJEC, MINSPOTEL, PTF, CNJC
Construire et réhabiliter des infrastructures scolaires	Politique, institutionnel, social, numérique, genre, culturel	Renforcement de l'accès équitable à l'éducation pour la paix	MINEDUB, MINESEC, MINESUP PTF
Créer des opportunités économiques locales, renforcer la protection des jeunes déplacés internes et appuyer les projets portés par des jeunes issus des communautés d'accueil et déplacées	Socio-économique	Jeunesse, mobilité et résilience	MINPMEESA, MINEFOP, OIM, HCR, MINJEC



❖ RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **AGUILAR François**, *Scanning the Business Environment*, MacMillan Co., New York, 1967.
2. **BUZAN Barry**, *People, States and fear. An agenda for international security studies in the post- cold war era*, boulder (colorado), Lynne Rienner, 2^eéd. 1991
3. **CHARLES-PHILIPPE David**, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences po, 2000.
4. **ELLA ELLA Samuel-Béni, ATEBA ONDOUA Wendelin Arnaud, ETOGO MIMBE Anastasie Sandra et EBONGUE Denise Noëlle**, *L'insertion socio-professionnelle des jeunes au Cameroun en question : Contribution à la sociologie de la jeunesse*, Paris, l'harmattan Cameroun, 2025.
5. **GALTUNG Johan**, « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*, vol.6, n° 3, 1969.
6. **Gouvernement du Cameroun**, « Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Pour la transformation structurelle et le développement inclusif », Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, 231p.
7. **MBEMBE Achille**, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, l'harmattan, 1985.
8. **NGA NDONGO Valentin**, « La jeunesse camerounaise face aux médias, une aventure ambiguë », in *Annales de la FSLH*, Université de Yaoundé, Série Sciences humaines, vol 3, n° 1, pp.27-48.
9. **NKOETAM ZAMBO Jean Armand**, « Jeunesse camerounaise et consolidation de la paix : défis, opportunités et perspectives politiques », *communication présentée dans le cadre du colloque international Jeunesse, paix et sécurité dans le sahel*, le 16 juin 2025, à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).
10. **NKOUONLACK, C., SHIFU, I.N., ATCHOU, J.G.B. et al.** « Prevalence and associated factors of non-medical use of prescription drugs among adolescents in secondary schools in Buea, Cameroon: a cross-sectional study », *BMC Psychiatry* 23, 695 (2023). <https://doi.org/10.1186/s12888-023-05120-0>
11. **PONDI Jean-Emmanuel**, *Harcèlement sexuel et déontologie en milieu universitaire*, Yaoundé, Clé, 2^e édition, 2011.



ÉQUIPE DE RÉALISATION

i. Supervision Générale

Mr. MOUNOUNA FOUTSOU

Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique

ii. Coordination Administrative

M. BENGA Zachée Théophile

Secrétaire Général / MINJEC

Dr AKEDE METOUGUE Éric

Inspecteur Général des Services/MINJEC

iii. Coordination Technique

Mme DONT SOP Adeline

Présidente de la Commission Nationale Jeunesse, Paix et Sécurité/MINJEC

Mme RAHMATOU SADJO Epse MOLUH

Directeur de la Vie Associative et de la Participation des Jeunes /MINJEC

Mme FADIMATOU IYAWA OUSMANOU

Présidente Nationale du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun

iv. Consultants

Pr Jean Emmanuel PONDI

Lead Consultant

Dr Jean Armand NKOETAM ZAMBO

Assistant du Lead Consultant

M. Stève MBASSI OMGBA

Consultant Junior

Mme NDOH Ida PIH

Consultant Juniors

v. Comité technique d'Experts

M. ACHALEKE LEKE Christian

Directeur Exécutif LOYOC

M. MESSAMBE Cédric

Secrétaire Général du CNJC

M. BOMKI Aimé

Chargé d'Étude Assistant No 1 à la Division de la Coopération et des Statistiques MINJEC

M. BALLO NGOMNA

Project Officer LOYOC

vi. Membres

M. MPELE Junior Cédric Darrel

MINJEC

M. Antony ANTEM

NKAFU INSTITUTE

Mme NYAKANI Nathalie

MINJEC

Mme NYANGONO Micheline

PLANIHANHICAP

M. DJIDA NARMA ABEL

MINJEC

M. BABGNACK Alain Ulrich

REJE

M. NOUNGA Armand

MINJEC

M. METOUKE EBONGUE Blaise

CREPS

Mme METTOU Marie

DRJEC SUD MINJEC

Dr Inès Anne ALEME MFOULA

Universitaire

M. Melvin SONGWE SHUYE

CNJC

vii. Administrations Sectorielles

M. MAMENENE Dave Arsène

CNJC

M. MBITA JOSEE Dany

MINEDUB

M. FORCHA GLEN BELOA

CNJC

M. NYEMB Jean J

MINESEC

M. HAMAN ADAMA ABDEL

CNJC

M. EKOAN Pierre Ismaël

MINESUP

M. KOUEDI Jacques Christian

CNJC

M. MVONDO MEZANG Maurice Jerome

MINEFOP

Mme NZELLE NJOUME Audrey

CNJC

M. LASCONI MOUNGUI MEDI

MINREX

Mme HABSATOU ABDOU

CNJC

M. KWEDI MBENG Eugène

MINREX

Dr NGALA Desmond NGALA

CIVIC WATCH

M. ANCHANG Paul

MINAT

M. MBEE Eugène Lucien

YMCA

M. Olivier ACHEYANG

MINPROFF

M. TAKOUGANG ENOCK

YMCA

Mme NGO TANG II Epse TJECK

MINAS

Mme MAKOUET AICHETOU

UN MONDE AVENIR

CD NGO MBENOUN Ernestine

DGSN

M. NGALIM Eugène

CAMYOSFOP

CoI VIORONG Emilienne

SED

M. PAMBE NYOBE André

CNDDR

M. IBEA Poincaré Raymond

CNPBM



ix. Partenaires Techniques et Financiers

Mme MANGELE Gertrude Lydie	UNFPA
M. MAHOP Jean Mirabeau	UNFPA
Mme Valerie MENGUE	ONUFEMMES
Davide DOLCEZZA	ONU/RCO/PBF
M. KANA Mathias	UNESCO
M. ZAMGBALA AWONO Yves Thierry	UNESCO
M. TEYONOU NGANDE Cédric	UNESCO
M.NDAM POUFOUN Olivier	OIT
M. YOKO Yves Freddy	OIM
M. MBABAZI MUGEMANA	HCR
Dr BETGA AKEUDJI Ordy	CNUDH-AC
Mme NGO YETNA Nicole	CNUDH-AC
Dr BENG Primus	PNUD
Mme ONGTOUEK BAKETA Grace Divine	PNUD
Dr Patricia NOROLADA	UNICEF
Mme AUDE CUZON	GIZ
M. CHE Howard	GIZ
M. NAAH Kenneth	Plan International Cameroun
Mme Tatiana LOBE	SEARCH FOR COMMON GROUND
Mme Raina SIMEN	UNFPA
Mr Pascal ANENGBAH	PAM

ix. International Expert Reviewers

M. SAJI PRELIS	Director of Children and Youth - Search for Common Ground
Mme FATUMA KUNO	YPS Expert-UNFPA Regional Office for West and Central Africa.
Mme Annie IZERE	GIZ-African Union
Dr RHUKS AKO	YPS International Expert
Mme Gloria KABAGE	Coordinator - African Union Youth for Peace Africa

x. Design

Felix Fokoua	UNFPA
--------------	-------

Les jeunes sont de **puissants** agents de paix



Jeunes,
Paix et
Sécurité



Jeunes,
Paix et
Sécurité



OUR VOICES
MATTER



CONTACTS



NATIONS UNIES
CAMEROUN

Système des Nations Unies Cameroun

No 1232 Immeuble Melopolis Rue 1794, Ekoudou, Bastos

+ 237 222 20 08 00 / 222 20 08 01

cameroon.un.org/fr

UNinCameroon

UN_Cameroon



Commission Nationale Jeunesse,
Paix et Sécurité

Quartier Administratif en face des Archives
Nationales, BP 12263- Yaoundé

+237 697 84 10 21 / +237 243 36 98 18

cameroonypscmission@gmail.com



Avenue de l'Unité

B. P 836 Yaoundé

+237 222 219 863

cameroon.unfpa.org

/UNFPACameroon

/UNFPACameroon